

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 459 - 5F

CE QUI NOUS DISTINGUE : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire
5FF, 30FB, 3FS, 3000Li, 100Pts
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire
25FF, 140FB, 10FS, 5000Li

- il comunista -
Journal bimestriel en italien
Un expl.: 10FF, 40FB, 5FS, 2000Li
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl.: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -
No 459
Oct. - Nov. 2001
38^e année

DANS CE NUMERO

-A propos de Cronstadt. Violence, terreur, dictature, armes indispensables du pouvoir prolétarien (2)
-Violence et terreur sont les conséquences inévitables du capitalisme
-Seule la lutte de classe révolutionnaire met fin à la terreur bourgeoise
-Toujours la répression en Palestine
-Moulinex: sans la lutte la défaite est assurée

A bas l'impérialisme français!

Au moment où nous écrivons, l'engagement militaire de l'impérialisme français dans la guerre en Afghanistan se limite officiellement à 2 navires de guerre (dont un ravitailleur qui est aussi un navire de «commandement» en liaison permanente avec l'Etat-major en France) et des avion-espions (sorte de radars volant destinés à contrôler l'espace aérien, voire à faire des écoutes de transmission électroniques).

La modestie de cet engagement militaire par rapport non seulement aux forces américaines mais aussi par rapport à celles britanniques, n'est pas le reflet d'une quelconque réticence des bourgeois français; au contraire les dirigeants français n'ont cessé de répéter publiquement qu'ils étaient prêts à collaborer davantage à l'effort militaire et aux combats, dès que les américains le leur demanderaient. Le ministre socialiste des Armées a affirmé à plusieurs reprises que des troupes françaises étaient prêtes à partir, ajoutant aussi que des espions français étaient déjà en oeuvre en Afghanistan (probablement sous habit «humanitaire»). Au cours des derniers jours du mois d'octobre les médias ont précisé que des commandos de l'armée française pourraient participer à des opérations sur le terrain.

L'impérialisme français n'a pas de véritables intérêts économiques à défendre dans une région qui a toujours été historiquement en dehors de sa «zone d'influence» - ce qui ne veut pas dire qu'il n'essaye pas, là comme ailleurs, de se faufiler en profitant des occasions: il y a quelques mois, sous la pression des pétroliers, les autorités françaises avaient pris des contacts avec le régime Taliban en froid avec les américains, pour savoir s'il n'était pas possible de reprendre le projet de pipeline à travers l'Afghanistan. Quelques intellectuels s'étaient alors indignés de ces contacts plus ou moins discrets, alors qu'à peu près au même moment où le fameux «commandant

(Suite en page 2)

Après avoir pendant un siècle répandu son terrorisme économique, politique et militaire de grande puissance capitaliste, l'impérialisme américain subit pour la première fois de son histoire une attaque terroriste de grande ampleur. Des réseaux extrêmement enchevêtrés d'intérêts capitalistes se heurtent dans le ciel de Wall Street.

Les Etats-Unis à la limite de deux époques

Les attentats qui ont détruit les Twin Towers à New York, frappé une aile du Pentagone et échoué sur un autre objectif ont objectivement changé la situation dans laquelle évoluait jusqu'à présent les Etats-Unis. Plus rien ne sera comme avant, répètent les représentants de tous les pays occidentaux; et un sens, c'est vrai.

Jamais, depuis qu'ils existent, le territoire des Etats-Unis n'avait été violé comme il l'a été le 11 septembre, lorsque 4 avions civils détournés et transformés en bombes mortelles ont été précipités sur les plus grands symboles de la puissance économique et militaire américaine: les tours géantes du World

Trade Center où se trouvent les sièges de certaines des plus grandes sociétés bancaires financières et commerciales du monde; le Pentagone, le ministère super-protégé de la défense américaine; et, selon les médias, le dernier objectif aurait pu être la Maison Blanche, le symbole du pouvoir politique américain. Trois objectifs sur quatre atteints: une opération terroriste provoquant des milliers de morts, accomplie avec une grande audace et une maestria incomparable, équivalente à une véritable opération militaire, qui a fait disparaître, au moins en cette occasion, l'invulnérabilité des Etats-Unis.

Le monde a vu la plus grande puissance impérialiste, le véritable gendarme planétaire du capitalisme, mis temporairement à genoux par un coup qui a frappé au coeur de la finance américaine. La bourse de Wall Street est restée fermée pendant 3 jours consécutifs, ce qui n'était jamais arrivé, même pas à l'époque de la crise de 1929. La confiance des boursiers s'est écroulée d'un coup, en même temps que les tours jumelles et la panique boursière a fait le tour du monde. Evidemment le gouvernement américain est intervenu immédiatement pour secourir le dollar en émettant 100 milliards de dollars de liquidités et la Banque Centrale Européenne, sollicitée par Washington, a fourni cent autres milliards. Bush élu sur le mot d'ordre: «moins d'Etat, plus de privé» a dû

faire marche arrière et embrasser la cause du «plus d'Etat, moins de privé»: démonstration que même les hommes d'Etat vont là où veulent le Capital et ses intérêts. Tout cela pour défendre le dollar non seulement comme monnaie américaine, mais aussi en tant que monnaie d'échange internationale à laquelle sont intéressés tous les impérialismes.

EN ARRIERE PLAN: RIVALITÉS IMPÉRIALISTES ET RÉCESSION

Aucun des représentants officiels de l'impérialisme américain ou des impérialismes européens n'ose encore parler de récession; mais la réalité, qui précède de nombreux mois les événements de septembre, est qu'après 10 ans environ de croissance, l'éco-

nomie américaine n'a plus la possibilité de jouer la locomotive de l'économie mondiale et entre en récession; aucune autre économie, et surtout pas la japonaise déjà replongée dans la crise depuis quelque temps, ne peut jouer ce rôle. En Europe, la crise du marché américain a comme d'habitude de graves répercussions. Il ne s'agit pas seulement de la baisse des bourses; depuis plus d'un an les cotes des entreprises de la dite «nouvelle économie» sont en chute libre. La «vieille économie», c'est-à-dire les entreprises industrielles classiques, se trouve à nouveau face à la saturation des marchés incapables d'absorber rapidement les énormes quantités de marchandises qu'elle peut produire.

(Suite en page 2)

A Toulouse le capitalisme a tué

Alors que le Gouvernement de la Gauche plurielle déployait spectaculairement les forces de l'armée et de la police pour, soi-disant, protéger la population contre des attentats imaginaires perpétrés par des terroristes tout aussi imaginaires, une formidable explosion, bien réelle celle-là, dévastait le 21 septembre l'usine d'engrais A.Z.F. et les quartiers avoisinants de l'agglomération toulousaine, faisant trente morts (dont vingt travaillant à l'intérieur de l'usine) et 2500 blessés. 25000 logements ont été touchés par l'explosion, dont 16000 HLM, évidemment plus ou moins gravement selon les cas, mais fin octobre 11000 familles étaient encore sans logement. 5 à 7000 travailleurs sont toujours en chômage technique dans différentes entreprises de sous-traitance ou affectées par les dégâts de l'explosion.

Alors que des politiciens locaux faisaient courir le bruit que l'explosion était due à un attentat terroriste, s'appuyant ignoblement sur le cadavre d'un travailleur immigré qui aurait eu quelques jours auparavant une engelure avec un employé arborant le drapeau américain, thèse (qui aurait bien fait les affaires des notables et des industriels) diffusée au niveau national par «Valeurs Actuelles», «Le Figaro», et «Le Monde», la Justice concluait assez rapidement à un accident, au vu des conditions déplorables du stockage des produits qui ont explosé.

Mais en fait il ne s'agit ni d'un attentat, ni d'un accident, mais bel et bien d'un crime, d'un crime commis par le capital contre les prolétaires et contre les habitants des quartiers populaires. Comme toujours c'est la loi du profit qui commande, qui pousse la course à la productivité (produire plus avec moins de travailleurs) c'est-à-dire à l'augmentation de l'exploitation, en rognant sur tous les «faux frais» qui pèsent sur les profits. Marx expliquait qu'il s'agissait d'une loi du capitalisme: «En raison des antagonismes et des contradictions que recèle sa nature, le système de production capitaliste en arrive à compter au nombre des économies dans l'emploi du capital constant et donc au nombre des moyens d'élever le taux de profit, même le gaspillage de la vie et de la santé de l'ouvrier, l'aviilissement de ses conditions d'existence. (...) Cette économie va jusqu'à (...) ne pas prendre de mesures de sécurité dans les procès de production insalubres de par leur nature ou périlleux comme dans les mines, etc. (...) Du point de vue capitaliste, ces dépenses constitueraient un gaspillage inutile et déraisonnable. En dépit de sa ladrerie, la production capitaliste est d'ailleurs fort gaspilleuse en matériel humain» (1). Marx relatait aussi comment les industriels contournaient ou ne respectaient pas du tout les règles de sécurité pour faire des économies, etc.

Dans le capitalisme ultramoderne d'aujourd'hui rien n'a changé des lois du capitalisme et de leur mépris de la vie humaine face à la recherche du profit. L'usine AZF respectait, paraît-il, les consignes «Seveso» (règles de sécurité édictées pour les entreprises dangereuses) et elle avait même récemment obtenu une norme ISO en matière de respect de l'environnement (ce fameux respect de l'environnement sera une nouvelle fois démontré quelques semaines après l'explosion par le rejet dans la Garonne de produits toxiques)! Mais selon les témoins, le lieu de stockage ressemblait à un «dépotoir pour le rebut» et, selon le procureur, les produits étaient entreposés «contrairement à toutes les règles»; il n'y avait aucun système de sécurité dans le hangar où se trouvaient ces produits.

La presse a relaté les déclarations de syndicalistes expliquant que ce qui est arrivé est «la conséquence de la politique menée par le patronat de la chimie depuis une dizaine d'années. Des années faites de plans sociaux et de réduction d'effectifs à répétitions, d'investissements de plus en plus faibles [dans la maintenance, un secteur clé dans la chimie] et de sous-traitance outrance» (2) alors que la production n'a pas diminué. L'usine AZF était ainsi passée de plus

(Suite en page 4)

A bas l'impérialisme français!

(Suite de la page 1)

Massoud», l'un des responsables de la destruction de Kaboul mais chéri de l'intelligentsia et des médias parisiens, peut-être en raison de son éducation dans un lycée français, venait à Paris commencer une tournée européenne pour essayer d'élargir au delà de la Russie et de l'Iran le cercle des soutiens à sa coalition.

A l'inverse, la Grande-Bretagne est l'ancienne puissance coloniale de la région et elle y a conservé des intérêts importants. Comme elle avait préparé des manoeuvres militaires de grande ampleur dans les Emirats, elle avait des forces armées disponibles à proximité et elle a ainsi pu fournir immédiatement une aide militaire appréciable aux Etats-Unis. En aidant la superpuissance américaine, elle entend renforcer également sa propre puissance impérialiste dans une région du monde où, après l'effondrement de l'U.R.S.S., le «grand jeu» des appétits et rivalités impérialistes est de nouveau totalement ouvert.

Et c'est bien là la raison pour laquelle l'impérialisme tricolore, doté d'une capacité militaire supérieure à celle d'autres impérialismes, même économiquement plus puissants (comme l'Allemagne ou le Japon), essaye de jouer cette carte pour avoir demain sa part du gâteau, lorsqu'on en sera au partage du butin.

Il est du devoir des prolétaires d'ici de combattre sans hésiter les actions impérialistes de la bourgeoisie française et de son Etat alléchés par l'odeur du sang, quelles que soient les justifications avancées pour couvrir leur sordide banditisme. Quelles que soient la méchanceté, les atrocités, les crimes supposés ou réels, que la bourgeoisie attribue à l'ennemi déclaré pour susciter l'adhésion à ses guerres, les prolétaires ne doivent pas oublier que leur premier ennemi, leur ennemi de classe qui les exploite chaque jour, qui les réduit à la misère ou qui les maintient en esclavage, qui les fait mourir à petit feu ou les fait périr d'un coup dans les innombrables «accidents» du travail, c'est la classe bourgeoise et son Etat, c'est cette odieuse **civilisation du capital** qu'on les appelle à défendre.

Notre ennemi est dans notre pays! criaient les révolutionnaires allemands contre les bourgeois qui enrôlaient en 1914 les prolétaires dans la guerre impérialiste contre les «ennemis de la patrie». C'est cette orientation, celle de la lutte sans trêve contre «sa» propre bourgeoisie, contre «son» propre Etat, l'orientation du **défaitisme révolutionnaire**, qui doit guider les prolétaires. La lutte contre toutes les exactions impérialistes, la lutte contre les expéditions militaires, contre la présence de troupes militaires dans les pays sous la domination de l'impérialisme français, la lutte contre le militarisme renforcé (plans Vigipirate et Cie) ici même qui vise en premier lieu les prolétaires issus de ces pays, est la première manifestation de l'internationalisme prolétarien, la condition de l'union entre prolétaires de tous les pays nécessaire pour combattre et renverser le capitalisme.

A BAS L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS!

VIVE L'UNION INTERNATIONALE DES PROLÉTAIRES!

Les Etats-Unis à la limite de deux époques

(Suite de la page 1)

L'économie américaine perd du terrain, la consommation n'arrive pas à se hisser au niveau de l'hypertrophie productive, les débouchés commerciaux se restreignent en même temps que s'aiguise la concurrence entre les puissances capitalistes. La concurrence interimpérialiste revient aux niveaux de 1989-91, quand il a fallu des moyens politiques et militaires extraordinaires pour remettre en marche la machine capitaliste de chaque concurrent. La chute du géant soviétique avait ouvert de vastes territoires économiques à la convoitise des impérialistes occidentaux, à la recherche frénétique de nouvelles possibilités d'investissement et avides d'élargir leur aire de domination économique et politique. L'Allemagne de Bonn en profitait pour mettre la main sur l'ancienne RDA emprisonnée jusqu'alors dans les filets soviétiques. Les Etats-Unis posaient leurs griffes en Europe centrale, tout en renforçant leur domination au Moyen-Orient, tandis que la Grande-Bretagne reprenait silencieusement le chemin de l'Asie centrale. Tous se retrouvaient dans les affrontements des Balkans et du Moyen-Orient, qui pour bombarder, qui pour jouer un rôle de police, qui pour faire «simplement» des affaires, tandis que la vaste mosaïque de l'empire soviétique partait en pièces, faisant remonter à la surface les multiples contradictions qui travaillent depuis toujours la longue charnière des pays du Caucase et de l'Asie centrale qui sépare comme une lame le nord du sud du monde euro-asiatique.

Mais la disparition de l'URSS n'a pas signifié la disparition de l'impérialisme russe et encore moins celle de l'impérialisme en général. Elle a en fait ouvert la voie à un nouveau processus de partage du monde dans lequel la Russie aura un rôle redimensionné, continental, mais néanmoins stratégique pour la conservation du mode de production capitaliste, tandis que d'autres puissances européennes comme l'Allemagne, la France ou la vieille Angleterre seront poussées inexorablement à accroître leur rôle international.

La guerre du Golfe en 1990-91 et la guerre des Balkans en 98-99 avaient déjà permis de mettre en évidence certaines tendances importantes et en particulier l'engagement forcé de toutes les grandes puissances impérialistes sur chacun des théâtres de guerre. Elle est finie l'époque où certains pouvaient s'allier avec l'Ouest et donc les Etats-Unis tandis que d'autres se rangeaient dans le camp de l'Est, c'est-à-dire l'URSS, dans une espèce de condominium planétaire où les incursions des uns et des autres dans les territoires «non alignés» ou particulièrement compliqués (comme le Moyen-Orient) étaient relativisées par la chape du terrorisme nucléaire réciproque. Désormais les alignements prennent et prendront d'autres formes; pour l'instant il s'agit de ne pas se heurter aux Etats-Unis, seule véritable puissance impérialiste planétaire, et, d'essayer, à l'ombre de leur «protection», de poursuivre ses intérêts, de faire ses affaires, chaque fois que les conditions contingentes le permettent, au niveau diplomatique ou économique, politique ou militaire.

Les attaques terroristes aux Etats-Unis ont eu lieu dans une période où l'échiquier des contrastes interimpérialistes s'élargit toujours davantage, du Proche au Moyen-Orient à l'Asie Centrale, à l'Océan Indien et à l'Extrême-Orient. L'enjeu est constitué surtout des sources d'énergie (pétrole et gaz), des voies de transport internationales et intercontinentales de ces matières premières, des territoires économiques où elles se trouvent ou par lesquels elles transitent.

Si l'on regarde le monde depuis les capitales européennes, il y a à l'est de la Méditerranée, aux côtés de l'enchevêtrement de pays toujours au bord de l'urgence sociale ou

militaire (Israël, Jordanie, Syrie, Liban), des pays regorgeant de pétrole (Arabie Saoudite, Irak, Iran, Emirats) et, en continuant vers l'Orient, le Caucase et les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale; et plus loin encore le Pakistan, l'Inde, la Chine, etc., pays regorgeant d'habitants affamés et misérables. A l'Ouest, au-delà de l'Atlantique, il y a les grands alliés, Canada et Etats-Unis qui donnent la sécurité, du moins tant que ne se rompent pas les alliances existantes: il est donc compréhensible que les visées expansionnistes des européens soient dirigées vers le Sud et vers l'Est. Et c'est précisément dans ces directions qu'explorent continuellement les luttes de concurrence les plus violentes et les tensions internationales les plus importantes.

Si l'on regarde le monde depuis Moscou et le pétrole de la Caspienne, il y a au Sud le Caucase et ses pays ingouvernables, et au-delà la Turquie et l'Iran qui cachent les petits pays du Moyen-Orient et de la Péninsule Arabique; au Sud-Est se trouvent les nouveaux Etats issus de la désintégration de l'URSS comme le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Turkménistan (avec du pétrole et du gaz, de l'or et de l'argent), puis les farouches montagnes de l'Afghanistan; en continuant vers l'Orient, on va vers la Chine, le Pakistan et l'Inde, vers l'Océan Indien fréquenté par les flottes américaines, anglaises, françaises. A l'Ouest on retrouve les anciens pays satellites, désormais tombés dans l'orbite euro-occidentale, l'Ukraine et les Balkans. Après la défaite à l'Ouest et l'effondrement de son vaste empire, les poussées expansionnistes de Moscou sont par force réduites à ses anciens vassaux, surtout du Sud. Et c'est probablement une des raisons pour lesquelles la Russie si elle doit se trouver un allié puissant mais encombrant, préfère les Etats-Unis à l'Europe voisine.

Si l'on regarde maintenant le monde depuis Washington ou New-York, les choses sont bien différentes: à l'Est, au-delà de l'Atlantique il y a l'Europe occidentale, véritablement concentré de puissances impérialistes concurrentes des plus anciennes à caractère mondial comme la Grande-Bretagne aux plus nouvelles comme l'Italie. A l'Ouest, au-delà du Pacifique, il y a le Japon, puis la Chine, l'Indochine, l'Inde, les immenses archipels tropicaux et plus loin l'Australie. Au Sud, il y a l'Amérique centrale et latine, colonisées brutalement au siècle dernier par le dollar et les blindés, mais qui restent une poudrière sociale dangereusement suspendue au destin du géant américain. Les visées impérialistes des Etats-Unis s'étendent au monde entier, mais pèsent tout particulièrement sur les zones de fracture de l'impérialisme mondial, ces fameuses «zones de tempête» où la guerre est la norme et la paix l'exception.

Selon le point d'observation, le monde est donc vu avec des priorités différentes, avec des voies d'expansion plus ou moins praticables; mais il est clair que les puissances capitalistes les plus contraintes dans des limites territoriales (et qui sont destinées à devenir trop étroites) sont encore une fois l'Allemagne, la Russie, le Japon.

L'Allemagne est bloquée à l'intérieur d'une Europe occidentale super-industrialisée et concurrentielle; à l'Est elle fait face à la Russie qui ne cède pas facilement son rôle continental; historiquement et par tendance économique ses voies d'expansion vont vers le Sud-Est: Autriche, Balkans, Turquie, Moyen-Orient, mais par vocation impérialiste, elles sont dirigées vers les 4 points cardinaux, continentaux et euro-asiatiques.

La Russie, réduite à l'état de puissance asiatique plus qu'européenne, a un besoin vital de trouver un partenaire économiquement puissant et intéressé à son rôle de **gendarme continental** sur trois fronts historiques: à l'Ouest vis-à-vis des puissances européennes, à l'Est vis-à-vis de la Chine et du Japon, et au Sud vis-à-vis de la longue

série de pays asiatiques qui vont de la Méditerranée à l'Océan Indien. Aujourd'hui les débouchés de la Russie sont pratiquement bloqués dans les trois directions, et il lui faut forcément jouer sa carte de gendarme euro-asiatique; mais gendarme **au service de qui?** Du plus fort, naturellement, c'est-à-dire des Etats-Unis d'Amérique.

Le Japon s'est consacré dans les décennies qui ont suivi la deuxième guerre mondiale à reconstituer et développer une puissance économique de premier ordre. A plusieurs reprises il s'est précipité pour pallier l'endettement américain et il s'est toujours rangé aux côtés des Etats-Unis, au point d'être lui-même considéré comme une puissance occidentale! C'est la deuxième puissance capitaliste mondiale, mais c'est aussi le pays qui a subi jusqu'ici les contrecoups les plus forts des secousses du marché mondial, tombant dans une crise récessive de grande ampleur. Cela n'empêche pas que sa vitalité capitaliste se fera sentir à nouveau sur le marché mondial et que ses visées expansionnistes ne resteront pas trop longtemps bloquées face aux Etats-Unis qui étendent leur présence dans son ancienne «zone d'expansion»: Indochine, Indonésie, Philippines, etc, et, plus important encore, en Chine.

L'Occident capitaliste, et pour l'Occident ce sont les Etats-Unis qui parlent aujourd'hui, a un concurrent et un ennemi «historique», l'Orient capitaliste. Mais à l'Orient des Etats-Unis, il y a, au-delà de l'Atlantique, les puissances européennes qui, avec le Japon, sont les seules à inquiéter les capitalistes américains. Après la deuxième guerre mondiale les vieux ennemis, l'Allemagne et le Japon, sont devenus des alliés, et parmi les plus proches, tandis qu'un ancien allié, la Russie, devenait l'ennemi n° 1. Après l'écroulement de l'URSS, la Russie est rentrée dans les grâces de Washington et la Chine aujourd'hui suit le même chemin. Combien de temps faudra-t-il pour que de cette concentration d'impérialismes concurrents qu'est l'Europe occidentale émergent les puissances qui se présenteront comme les ennemis des Etats-Unis? Une décennie, deux, trois décennies? Pendant combien de temps les économies des puissances impérialistes pourront supporter les cycles toujours plus

A PARAÎTRE PROCHAINEMENT:
«Algérie: Seule la classe prolétarienne pourra mettre fin à la misère et à l'exploitation en abattant le capitalisme et l'Etat bourgeois!»

Cette publication rassemble une sélection de dix articles paru dans «le prolétaire» sur l'Algérie depuis 1987.
(64 pages, 10FF/1,5 Euros/5CHF)

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

Algérie:
Seule la classe prolétarienne pourra mettre fin à la misère et à l'exploitation en abattant le capitalisme et l'Etat bourgeois!

27

aigus de crises de surproduction sans être obligées de se faire la guerre pour se partager le marché mondial?

Les facteurs des futurs contrastes inter-impérialistes que les conséquences des attentats, islamiques ou non, tendent à occulter, sont en réalité aujourd'hui à l'oeuvre dans le sous-sol économique; ils préparent les conditions des futurs affrontements militaires dans lesquels les grandes puissances impérialistes seront entraînées, non pour bombarder d'autres pays, mais pour se bombarder entre elles.

UNE GUERRE QUI DURERA DES ANNÉES

Ce fatidique mardi 11 septembre en un peu plus d'une heure, sans que les redoutables et tout puissants services secrets n'aient rien pu prévenir, sans que les forces policières et militaires n'aient rien pu empêcher des symboles de la force américaine étaient touchés de plein fouet. L'écroulement des orgueilleuses Tours du World Trade Center, véritable fourmillères verticales contenant jusqu'à 25 000 personnes chacune (démonstration de la folle course capitaliste à la séparation entre ville et campagne et à la concentration paroxystique de foules humaines emprisonnées dans des espaces réduits) en pleine activité, faisait plusieurs milliers de victimes: l'estimation la plus courante est à l'heure actuelle de 3000 morts, mais personne ne sait combien de centaines ou de milliers de travailleurs immigrés, clandestins ou non, travaillaient dans les entreprises de nettoyage, de transport, de restauration, etc., et ont été victimes des attentats à un moment où la plupart des bureaux ne fonctionnaient pas encore.

La réponse des autorités ne s'est pas faite attendre longtemps: le milliardaire saoudien Ben Laden, héros de la résistance afghane contre l'invasion soviétique, ancien allié et collaborateur des Etats-Unis jusqu'à une date récente, est désigné comme le responsable. En dépit de ses démentis, il est présenté par comme le chef du «terrorisme international» contre lequel les représentants de l'impérialisme américain, c'est-à-dire de la plus grande puissance économique et militaire mondiale qui a **terrorisé** tous les continents depuis la deuxième guerre mondiale, appellent tous les pays à entrer en lutte. Pour les autorités américaines il ne s'agit pas d'attentats terroristes, mais d'**actes de guerre** contre les Etats-Unis et tout l'Occident. Elles appellent leurs alliés traditionnels mais aussi les Etats arabes et musulmans à s'engager à leurs côtés contre le terrorisme islamiste, jugé comme un redoutable adversaire, non du point de vue économique ou financier, mais du point de vue de l'influence et du contrôle des vastes masses qui peuplent des pays stratégiquement importants. La guerre contre... le terrorisme international est déclarée. Cela signifie entre autres que les Etats-Unis peuvent demander à leurs alliés de l'OTAN de les soutenir y compris militairement.

La menace lancée par les responsables américains est grave: la guerre va durer des années! Seront frappés non seulement les «terroristes», leurs bases et leurs organisations, mais aussi les Etats qui les hébergent. Ce qui signifie que, comme cela est arrivé dans les guerres précédentes, si «intelligentes» que soient les bombes, si «chirurgicales» que soient les frappes, il est **prévu** que des civils soient tués en abondance. Qu'est-ce là, sinon une nouvelle manifestation de **terrorisme de grande puissance**?

Le géant blessé a sorti ses griffes et il menace le monde entier: malheur à celui qui est contre moi! Ce n'est donc pas que l'Afghanistan qui doit craindre la colère américaine, mais aussi les Etats arabes ou musulmans qui depuis des années ont organisé, subventionné et protégé les différents groupes du terrorisme islamiste - et parmi eux, il n'y a pas seulement la Syrie, le Yémen, l'Irak, l'Iran ou le Soudan, mais aussi la Libye, le Pakistan, l'Indonésie et l'Arabie Saoudite. C'est bien pourquoi la Libye, le Pakistan et l'Arabie Saoudite se sont précipités pour se dire

du côté des américains...

Mais à qui s'adresse véritablement Washington? A l'Afghanistan? Ou plutôt à ses plus fidèles alliés occidentaux, y compris Israël? Quels sont les pays qui peuvent véritablement le mettre en difficulté de manière non épisodique, la machine capitaliste américaine, sinon ses concurrents les plus puissants sur le marché international? Les pays producteurs de pétrole constituent sans aucun doute un facteur décisif pour l'économie capitaliste américaine et mondiale; mais ces pays sont absolument indispensables aux pays européens qui n'en possèdent que de petites quantités par rapport aux extraordinaires besoins de leurs appareils productifs, alors qu'ils le sont beaucoup moins pour les Etats-Unis, sans parler de la Russie. C'est pourquoi les griffes que Washington a plantées dans les sables du Koweït et de l'Arabie Saoudite font plus mal à Berlin et à Paris qu'à Riyadh ou Al-Kuwait. Le grand intérêt montré par les Etats-Unis pour toute la région moyen orientale et centro-asiatique est lié au contrôle des sources d'énergie qui alimentent les concurrents européens et le Japon. Si demain un allié voulait se transformer en ennemi, il suffirait de fermer les robinets de pétrole pour le mettre à genoux. En s'attaquant aux montagnes de l'Afghanistan, à qui les anglo-américains veulent-ils faire mal?

* * *

Même en ce qui concerne les Etats-Unis, quelque chose a changé. Aujourd'hui les Etats-Unis demandent de l'aide, y compris militaire, à leurs alliés de l'OTAN. La Grande Bretagne, fidèle entre les fidèles, est toujours en première ligne; mais en même temps elle défend ses propres intérêts, que ce soit en Somalie (et donc en Mer Rouge) ou en Bosnie, en Irak ou en Afghanistan. Le Canada et l'Australie, suppléants de confiance, participent en silence et avec peu de revendications aux aventures du gigantesque ami. Mais l'Allemagne veut entrer en scène de façon beaucoup plus affirmée que lors de la guerre en Serbie. Elle entend commencer la nouvelle aventure militaire de l'impérialisme allemand, qui ne sera pas momentanée, mais durable et intéressée. A l'Allemagne, les Etats-Unis demanderont beaucoup plus qu'il n'y paraît; elle demandera entre autres l'apport de ses services secrets, étant donné qu'il semble établi que l'organisation des attentats a eu lieu sur son territoire, à Hambourg. Les américains n'admettront pas facilement que les services allemands n'aient pas eu la moindre information sur ce qui se préparait. La France qui est toujours présente lorsqu'il s'agit de l'Afrique du Moyen ou de l'Extrême-Orient ou qu'il y a des rumeurs de guerre, ne peut que réaffirmer sa participation aux côtés des Etats-Unis à la lutte contre le terrorisme islamique dont elle a raison de craindre les attentats. Mais ses objectifs ne coïncident pas avec ceux des américains: si elle revient en Asie centrale, c'est pour essayer de concurrencer l'influence que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis s'efforcent d'y conquérir ou d'y reconquérir.

Les Etats-Unis appellent leurs alliés à la rescousse dans cette campagne militaire, puisqu'il s'agit d'une véritable campagne militaire et non d'une opération de police internationale; mais en demandant leur appui, ils leur donnent la possibilité de négocier plus favorablement les conditions de cette appui.

La guerre durera des années et non des jours ou des mois. Mais cette durée n'est pas causée principalement par la difficulté de repérer et d'éliminer de nombreux petits groupes de par le monde; ce n'est pas une référence à une guerre «asymétrique» (appelée ainsi parce qu'à la différence des guerres classiques, elle ne se mènerait pas contre des Etats bien définis) où la difficulté pourrait être comblée en grande partie par l'utilisation des services secrets des pays alliés. La durée évoquée tient à ce que dans cette époque d'apparente alliance mondiale de tous les Etats bourgeois contre un ou des

groupes terroristes organisés par des familles de capitalistes, **le véritable enjeu n'est pas la défaite du terrorisme islamiste - dont par ailleurs les Etats bourgeois se sont servis pendant des années et dont ils se serviront encore, non seulement pour la défense de certains réseaux d'intérêts, mais aussi contre le prolétariat: le véritable enjeu est la maturation de nouveaux alignements impérialistes en prévision des conflits futurs.**

Le nouveau repartage du monde n'a pas encore eu lieu; trop d'incertitudes sont nées du désordre dans la situation mondiale causé par l'écroulement de l'URSS. Face à l'impérialisme dominant sans conteste aujourd'hui, les Etats-Unis, il n'existe pas encore d'autres Etats qui ait pu arriver à une puissance économique et militaire capable de leur disputer la suprématie mondiale. Mais il est inévitable que, comme hier la Grande-Bretagne, les Etats-Unis se trouveront à un certain moment face à une coalition d'Etats qui se seront fixés cet objectif. Les conditions de ce futur affrontement, de cette future guerre ne sont pas encore mûres, mais elles sont déjà inexorablement en préparation. Et les bourgeoisies dominantes savent que tôt ou tard cet affrontement aura lieu. C'est aussi dans cette perspective que chaque bourgeoisie nationale s'efforce à renforcer le lien patriotique entre les classes, en utilisant toutes les occasions et tous les moyens pour renforcer la propagande nationaliste. Les milliers de morts des attentats aux Etats-Unis sont utilisés par la propagande bourgeoise pour renforcer l'unité nationale - c'est-à-dire la soumission des prolétaires aux intérêts bourgeois «supérieurs» - de la même façon que de l'autre côté l'appel de tous les musulmans à la guerre sainte vise au même bloc interclassiste. Dans un cas comme dans l'autre, toujours en faveur d'intérêts bourgeois.

SOUS LE PRÉTEXTE DU TERRORISME, ACCÉLÉRATION DES GRANDES MANOEUVRES IMPÉRIALISTES

Les intérêts des grands impérialismes peuvent converger dans la mesure où ils ont toujours la possibilité de trouver des débouchés sur le marché mondial, y compris au détriment de puissances capitalistes plus faibles, et dans la mesure où ils peuvent compenser par leurs propres interventions la défaillance d'autres. Il est indiscutable que les marchés les plus importants pour les grands impérialismes sont constitués par leurs marchés «internes» et que si l'un d'eux est durement touché par la crise tous en ressentent les conséquences négatives. Les réunions internationales des représentants des grandes puissances deviennent vitales parce qu'elles doivent en permanence se mesurer et s'accorder sur ce qu'elles doivent faire. Toutes les mesures que prennent, volontiers ou contre leur gré, les pays impérialistes centraux, peuvent faire croire qu'il est effectivement possible de contrôler l'économie capitaliste. Mais la réalité de ce mode de production est bien différente: les efforts pour s'entendre et adopter des règles de conduite sur le marché est contredite dans les faits par la concurrence qui est inséparable de la circulation des marchandises et de l'accumulation du capital. La lutte entre capitaux concurrents ne peut être contrôlée que pour des périodes limitées et des secteurs particuliers; elle ne peut disparaître que par l'élimination du mode de production capitaliste lui-même.

Les alliés occidentaux ont répondu positivement à l'appel de Bush, mais chacun avec ses propres réserves; et de nouveaux participants se sont ralliés aux américains: la Russie de Poutine, les pays arabes «modérés» de l'Arabie Saoudite (en dépit du fait qu'elle soutient et héberge des militants et organisations accusés de terrorisme par les occidentaux) à la Jordanie sans oublier les palestiniens d'Arafat en même temps qu'Israël, etc. Le Pakistan qui a engendré et soutenu les Talibans leur tourne le dos pour prendre une place de choix dans l'alliance avec les Etats-Unis - et il risque une guerre

civile dont le déclenchement pourrait bien être causé par cette volte-face, mais dont la cause réelle est la misère indicible dans laquelle est plongée une grande partie de sa population...

«**Nous sommes tous américains!**» est le cri que les bourgeois voudraient voir repris par tous, et c'est aussi un avertissement contre tous ceux qui hésitent à s'aligner sur Washington, même s'ils n'ont rien à voir avec Ben Laden. Dans tous les pays occidentaux une vaste campagne de propagande pour l'**union sacrée**, pour l'appel aux armes, a été rapidement déclenchée, définissant deux camps antagoniques: d'un côté ceux qui sont unis sous le drapeau de la libre circulation du capital, du libéralisme dont les Etats-Unis se sont fait les champions; de l'autre ceux qui rechignent à ce type d'économie et de vie. La bourgeoisie cherche toujours à faire accepter ses intérêts par toutes les classes de la société et surtout par le prolétariat. Elle ne peut le faire qu'en faisant passer ces intérêts pour des intérêts collectifs, communs à toutes les classes. Il lui faut habiller les campagnes militaires contre ses ennemis du moment de motifs nobles, d'idéaux élevés, de considérations humanitaires. Lors de la première guerre mondiale les bourgeoisies démocratiques appelaient à la lutte pour la civilisation contre la barbarie prussienne; lors de la deuxième elles appelaient à la défense de la démocratie contre le totalitarisme fasciste. Lors de la troisième guerre mondiale leur thème idéologique de mobilisation sera-t-il la lutte contre le terrorisme et le fanatisme religieux? On peut constater que depuis la guerre contre l'Irak la propagande occidentale tourne autour du même thème: la lutte contre le terrorisme, décrit non seulement comme un moyen et une méthode, mais comme une «stratégie» de certains Etats et de certaines grandes et mystérieuses organisations dites occultes. Toutes les attitudes, paroles et activités anti-américaines sont dénoncées comme des attaques contre la Civilisation.

Mais cette civilisation n'a pour nous rien de sacré; nous ne sommes plus dans la période où la civilisation bourgeoise luttait contre les anciens régimes, contre des vieilles sociétés économiquement et socialement arriérées, plongées dans les ténèbres des superstitions religieuses. Le nouveau mode de production, le capitalisme, a triomphé dans le monde entier et détermine partout la vie économique sociale et politique de tous les groupes humains, même de ceux qui pour des raisons liées à la non-résolution de certaines tâches historiques par la bourgeoisie, sont encore entravés par des résidus précapitalistes sur le plan social, religieux ou économique.

La civilisation du capitalisme développé jusqu'à son stade ultime, l'impérialisme, n'a plus rien de progressif à apporter aux populations du monde. Si deux guerres mondiales avec leur hécatombe de morts par

(Suite en page 4)

IL COMUNISTA (Bimestrale) n° 77 Maggio 2000

- Gli Stati Uniti d'America al limite di due epoche - Contratto metalmeccanici. Un altro colpo al salario e alle condizioni di vita proletaria future - Sui fatti di Genova, del G8 e dei movimenti antiglobal - Alcuni punti fermi sull'impérialismo e sul terrorismo - Algeria: l'unica soluzione è la lotta rivoluzionaria proletaria contro la borghesia e il suo Stato - Cina: al lavoro, ossia alla guerra - A proposito d'eutanasia. Buona morte o morte buona? - Il terrorismo borghese che ha stroncato migliaia di vite a New York può essere fermato e vinto solo con la lotta proletaria di classe, antiborghese e antica-pitalistica - Italiani, brava gente ...

Les Etats-Unis à la limite de deux époques

(Suite de la page 3)

dizaines de millions ne suffisait pas à démontrer ce que cette **civilisation de l'argent et du canon** signifie pour l'humanité, il suffirait de regarder ce qui s'est passé au cours des décennies de soit-disant paix qui se sont écoulées depuis la deuxième guerre mondiale: il ne s'est pas passé une seule année sans que n'éclate une guerre quelque part dans le monde dont l'enjeu est toujours l'appropriation privée de la richesse sociale (que celle-ci soit constituée par de la main d'oeuvre, par des matières premières, par des territoires stratégiques, etc.). La civilisation à la défense de laquelle les bourgeois occidentaux appellent tous les «citoyens» n'est pas moins barbare que celle que les réactionnaires islamistes présentent aux masses des pays musulmans de l'Asie à l'Afrique du Nord.

Le développement capitaliste a conféré une importance fondamentale aux sources d'énergie que sont le pétrole et le gaz, indispensables à d'innombrables utilisations industrielles. Les plus grands pays producteurs de pétrole, souvent comme par hasard d'une grande instabilité, se trouvent dans une zone qui, en dehors du continent américain, va pour l'essentiel de l'Afrique au Moyen-Orient, à la Sibérie et à la région de la Caspienne. Si les Etats-Unis se tournent aujourd'hui particulièrement vers l'Afghanistan et le Pakistan, ce n'est pas pour des raisons humanitaires, mais parce qu'il s'agit d'une aire qui deviendra stratégiquement importante dans les futurs alignements de guerre mondiale.

Le prétexte du terrorisme ne date pas d'hier; les Etats-Unis ont déjà connu d'autres attentats. Mais les actions du 11 septembre marquent un tournant. Elles ont provoqué une accélération des initiatives américaines sur le terrain, par rapport à leurs alliés occidentaux. Après la guerre du Golfe les améri-

cains se sont installés avec leurs bases militaires au Koweït et en Arabie Saoudite (cela devait être temporaire, mais ils sont toujours là); après la guerre contre la Serbie ils se sont installés avec leurs bases en Macédoine. Après la guerre contre l'Afghanistan où s'installeront-ils? Peut-être en Afghanistan même et les négociations de couloir vont bon train pour préparer un futur régime pro-américain à Kaboul. Peut-être au Pakistan. Il sont en tout cas déjà arrivés en Ouzbékistan. Quoi qu'il en soit une présence américaine dans la région sera d'une importance fondamentale, non seulement en raison des ressources qui s'y trouvent, mais surtout pour le contrôle des impérialismes concurrents qui sont présents ou qui aspirent à être présents dans cette région du globe: le Japon, la Chine, la Russie...

**LA RÉPONSE PROLÉTARIENNE:
EN TEMPS DE PAIX COMME EN
TEMPS DE GUERRE, DÉFAITISME
PAR RAPPORT AUX INTÉRÊTS
BOURGEOIS, RÉORGANISATION
CLASSISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE
AU NIVEAU INTERNATIONAL**

La guerre durera des années. Mais quelle guerre? La guerre impérialiste, la guerre qui de commerciale et financière deviendra de plus en plus guerre militaire pour un nouveau partage du monde.

Le défaitisme révolutionnaire à la Lénine est la seule grande réponse de classe historiquement valable, unifiante, que le prolétariat international doit opposer à cette nouvelle vague propagandiste de patriotisme bourgeois. Refuser la complicité avec les desseins impérialistes des classes dominantes en Occident comme en Orient n'est possible qu'à la condition de rompre avec la collaboration interclassiste alimentée par les opportunistes de tous les pays pour plier les prolétaires aux exigences du capitalisme. Refuser

la participation à la défense de la «patrie» qui signifie remettre son énergie, sa vie, son avenir aux mains de la bourgeoisie qui, sous prétexte de lutte contre le terrorisme, consolide la soumission de la classe ouvrière aux lois du profit, est la condition vitale pour aller vers l'organisation des prolétaires en défense de leurs propres intérêts. La renaissance de la lutte de classe et de la solidarité entre tous les prolétaires est indispensable pour aller vers la **révolution communiste**, c'est-à-dire la destruction du mode de production capitaliste - source de toutes les oppressions - et le renversement de la domination bourgeoise sur toute la société.

Quelle que soit leur race ou leur nationalité, les prolétaires ont cette particularité fondamentale d'être des sans-réserves, d'être une force de travail sans autre possibilité de vivre qu'en se vendant aux exploiters pour leur produire du profit. Si pour une raison ou une autre, ils ne donnent plus cette possibilité de produire du profit en quantité suffisante, le remède que connaissent tous les capitalistes, tous les bourgeois, est de se débarrasser d'une partie plus ou moins importante des prolétaires employés: licenciements, misère, faim, mort, voilà ce qui attend tout prolétaire rejeté de la production comme un rebut inutile.

Qu'est-ce qui unit les prolétaires aux capitalistes? Uniquement le rapport de soumission aux exigences du profit capitaliste. Qu'est-ce qui les divise? Tout: des conditions de vie aux conditions de travail, de la solidarité de classe aux perspectives de vie dans le présent et l'avenir.

Les prolétaires doivent affirmer leur refus de collaborer à toute entreprise militaire des classes dominantes. Mais ils ne peuvent le faire qu'en rompant avec la collaboration de classe qui se réalise chaque jour, dans chaque entreprise, dans chaque activité sociale, dans chaque expression de la vie sociale de cette société mercantile où tout s'achète et tout se vend - du produit de l'usine à l'idéal politique, des rapports personnels à la religion, de l'air qu'on respire à l'eau qu'on boit - où tout un chacun est conditionné insensiblement de sa naissance à sa mort à n'avoir d'autre perspective que celle de l'argent, de la concurrence de tous

contre tous, de la guerre, comme si tout cela était «naturel» et «juste».

L'opération militaire américaine contre les «terroristes islamistes» et la guerre en Afghanistan (et probablement dans d'autres pays) avaient été baptisées: «**Justice infinie**». Mais les chefs religieux ont fait remarquer aux politiciens que seul *dieu* peut exercer une justice infinie, alors qu'il n'est pas donné aux hommes un tel pouvoir. Et si les bases de la superstition religieuse sont minées, comme feront donc les prêtres chrétiens, juifs ou musulmans pour faire croire aux masses que le «règne de la justice» ne doit pas être cherché dans ce monde où il faut au contraire supporter l'ordre établi avec toutes ses inégalités et ses injustices, mais qu'il arrivera à coup sûr après leur mort?

Les spécialistes de la propagande impérialiste ont donc trouvé un nouveau titre; il s'agit maintenant de l'opération «**Liberté immuable**», autre belle expression de l'hypocrisie bourgeoise! La seule véritable liberté immuable que recherchent les capitalistes est la liberté d'utiliser toutes les occasions pour faire des affaires, pour s'enrichir, pour maintenir et augmenter leurs profits. Cette liberté, elle exige la conservation du mode de production et des formes sociales actuelles basées sur l'exploitation des prolétaires, sur la misère et les guerres.

La liberté pour laquelle les prolétaires combattent ne sera pas la liberté du commerce, la liberté d'exploitation, la liberté du plus fort d'écraser le plus faible.

La liberté pour laquelle combattent les prolétaires sera la liberté de briser les chaînes de l'esclavage bourgeois qui les rivent au mode de production capitaliste; la liberté de s'organiser de façon indépendante de toute politique et de toute pratique liée aux besoins du capital et de la société bourgeoise; la liberté de lutter contre toutes les classes qui vivent de son exploitation; la liberté de préparer la révolution et une société faite non d'**homus mercantilis**, mais une société où l'humanité aura dépassé les divisions en classes et qui aura jeté à la poubelle de l'histoire les vieilles formes de la domination bourgeoise: l'argent, la marchandise, la publicité, le marché, le capitaliste, le travailleur salarié, le policier, le soldat, le curé.

A Toulouse le capitalisme a tué

(Suite de la page 1)

2000 travailleurs il y a vingt ans à moins de 480 aujourd'hui, travaillant par équipes 24 heures sur 24. On comprend donc pourquoi pour les dirigeants du groupe, AZF était une installation qui marchait bien et avait d'excellents résultats en matière de sécurité et d'environnement!

Si les patrons ont en pris à leur aise avec la sécurité de leurs ouvriers, les bourgeois locaux et les services de l'Etat ont fait de même avec celle de la population, surtout prolétarienne bien sûr. Les HLM du quartier du Mirail et d'Empalot avec leurs dizaines de milliers d'habitants, avec leurs écoles, etc., ont été construits au fil des années à proximité des usines chimiques; ce sont les habitants de ces quartiers ouvriers qui ont le plus souffert et qui sont aujourd'hui - et pour combien de temps encore? - dans des logements de fortune, ce sont eux qui se plaignent d'être les laissés pour compte de la catastrophe.

A ceux qui depuis des années évoquaient les dangers que faisait courir cette usine à la population, les officiels et les notables répondaient que toutes les mesures de sécurité étaient prises et que, selon les experts, il n'y avait aucun risque que se produise un accident grave au point d'avoir des conséquences en dehors de l'usine (3)! Ce sont probablement les mêmes «experts» - experts dans la façon d'arriver à des conclusions favorables aux bourgeois - qui affirmaient impossible une explosion des produits chimiques

entreposés, alors que plusieurs explosions de ce genre ont eu lieu dans le monde... «Le Monde» du 3 octobre cite des témoignages révélateurs des mensonges de l'industriel et de la complicité des responsables en matière de sécurité (4). Ajoutons que les exercices de sécurité étaient rarement faits, les incidents minimisés, etc.

Quand les responsables syndicaux ont multiplié après l'explosion les déclarations en faveur de «leur» usine, ils étaient fidèles à leur vocation de collaboration des classes, de serviteurs des patrons. Il peut paraître plus surprenant que des ouvriers aient affirmé dans les médias qu'ils espéraient pouvoir reprendre le travail au plus vite après avoir échappé à la mort dans la catastrophe. Mais c'est là la situation dramatique des prolétaires dans la société bourgeoise, où ils sont trop souvent obligés de risquer leur vie pour pouvoir la gagner, pour pouvoir vivre, pour échapper au chômage et à la misère.

Ce qui s'est passé à Toulouse risque de se repasser ailleurs demain parmi l'une ou l'autre des 1250 usines classées Seveso (et d'ailleurs dans la même semaine une verrerie classée Seveso brûlait en partie en Seine Maritime, heureusement en ne faisant que des dégâts matériels) ou parmi d'autres. Dans les jours qui ont suivi la catastrophe de Toulouse, les mesures d'inspection décidées d'urgence parmi certains de ces établissements (il nous étonnerait beaucoup que les inspections soient régulières et que les services chargés de la sécurité disposent de suffisamment de moyens, humains et maté-

riels, pour qu'elles soient efficaces) ont «révélé» de graves violations des consignes de sécurité. Mais surtout, le cas d'AZF a démontré que ces fameuses règles Seveso ne protégeaient rien du tout.

Ce n'est pas une *mauvaise politique*, la rapacité exceptionnelle d'un patronat, la complaisance ou la vénalité particulières de notables et d'officiels locaux, qui au fond sont responsables de ce qui s'est passé, comme voudraient le faire croire les réformistes de toute espèce: c'est la **loi du profit** qui est responsable des morts, des blessés et des destructions, c'est le capitalisme qui a tué à Toulouse.

Il n'est pas possible de se protéger d'une menace pareille par l'élection d'autres politiciens qui imposeraient la **volonté populaire** aux industriels et aux bourgeois ou par la promulgation de règles plus sévères, parce que dans le système politique bourgeois ce sont les intérêts de la classe dominante qui s'imposent aux politiciens, même écologistes ou de gauche, qui façonnent la volonté populaire et qui sont plus forts que tous les règlements. Il ne peut exister de capitalisme qui, à la suite de réformes sociales, ferait passer la vie humaine, la santé, la sécurité des prolétaires et de leur famille, avant les profits; il ne peut exister d'Etat bourgeois qui, sous la pression de l'opinion, des urnes ou des manifestations, imposerait aux capitalistes de ne plus se comporter en capitalistes. Tous ceux qui prétendent le contraire mentent aux prolétaires: ce sont des gens au service de la bourgeoisie et du Capital.

Il n'y a qu'une façon pour se protéger des dangers du capitalisme: la **lutte de classe intransigeante** pour défendre les intérêts prolétaires, la rupture totale avec la défense des intérêts de l'entreprise, de la région ou de la nation, c'est-à-dire avec les intérêts bourgeois. Il n'existe qu'une solution pour les faire disparaître: le **renversement du capitalisme**, la liquidation de la mortelle loi du profit par la révolution prolétarienne. Tout le reste n'est que de la poudre aux yeux déversée par les bourgeois et leurs laquais, par les criminels et leurs complices.

(1) cf Le Capital, Livre III, 1, 5: «L'économie dans l'emploi du capital constant». Marx donne des exemples, entre autres, de l'économie dans les mesures de sécurité dans les usines, en affirmant: «Une grande proportion des communiqués de bataille qui

(Suite en page 7)

«Marxisme et science bourgeoise»

Sous ce titre est parue une brochure qui contient les articles suivants: - **Marxisme et science bourgeoise**, rapport à la réunion générale du parti de Turin (avril 68). - **Relativité et déterminisme** (à propos de la mort d'Einstein), article d'Amadeo Bordiga de 1955. - **Religion, science, marxisme**, article de 1959.

Brochure «le Proletaire» n° 22
(36 pages): 10 FF

A propos de Cronstadt VIOLENCE, TERREUR, DICTATURE, ARMES INDISPENSABLES DU POUVOIR PROLÉTARIEN (2)

(La première partie de cet article est parue dans le numéro précédent)

PARTI ET ETAT DE CLASSE, FORMES ESSENTIELLES DE LA RÉVOLUTION COMMUNISTE

Dans un texte de parti datant de 1957, Amadeo Bordiga écrivait, après avoir rappelé que dans le Manifeste des Communistes se trouve «la sèche définition de l'Etat de classe: le prolétariat lui-même organisé comme classe dominante»:

«Donc le parti et l'Etat se trouvent au centre de la vision marxiste: c'est à prendre ou à laisser. Chercher la classe en dehors de son parti et de son Etat est une tentative vaine; l'en priver signifie tourner le dos au communisme et à la révolution.

Les «modernisateurs» du marxisme considèrent cette tentative insensée comme une découverte originale qui daterait du second après-guerre [le CCI n'existant pas encore, Bordiga ignorait que cette découverte datait d'avant-guerre et appartenait à la tradition bordiguiste! -NdR]: ils ignorent qu'elle avait déjà été faite avant le Manifeste, et repoussée dans le formidable pamphlet de Marx contre Proudhon, *Misère de la philosophie*. (...) On trouve à la fin la phrase fameuse: ne dites pas que le mouvement social n'est pas un mouvement politique, qui conduit à la thèse sans équivoque que nous défendons: nous n'entendons pas par politique la lutte pacifique d'opinions, ou pis, une discussion constitutionnelle, mais un «heurt au corps à corps», la «révolution totale», et enfin, pour reprendre les paroles de Georges Sand: «le combat ou la mort».

(...) Nous ne faisons aucune réserve, nous ne mettons aucune limite même secondaires, au plein emploi des armes du parti et de l'Etat dans la révolution ouvrière; pour liquider tout scrupule hypocrite et étayer encore notre position, nous ajouterons qu'une seule organisation est en mesure d'opposer un remède efficace et radical aux manifestations individuelles inévitables de la pathologie psychologique que prolétaires et militants communistes auront héritées, non de leur nature d'hommes mais de la société capitaliste et de son horrible idéologie et mythologie d'individualisme et de «dignité de la personne humaine». Cette organisation, c'est justement le parti politique communiste aussi bien dans l'exercice de la dictature de classe qui lui revient intégralement, qu'au cours de la lutte révolutionnaire. Les autres organes qui voudraient se substituer à lui doivent être écartés non seulement en raison de leur impuissance révolutionnaire, mais parce qu'ils sont cent fois plus accessibles aux influences dissolvantes de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie» (12).

Le CCI, lui, met toutes les limites possibles à l'utilisation des armes parti et Etat: «sous peine d'ouvrir immédiatement un cours de dégénérescence», à aucun moment la classe ne doit tolérer la «délégation du pouvoir à un parti»; «à aucun moment, la vigilance du prolétariat vis-à-vis de l'appareil d'Etat ne peut se relâcher», cet appareil d'Etat étant défini dans l'article de «R.I.» comme étant «les soviets territoriaux, émanation de toutes les couches non exploiteuses», tandis que «les organes spécifiques de la classe ouvrière» seraient «les assemblées d'usine et conseils ouvriers»

Selon nous les Soviets, en tant qu'organes territoriaux réunissant des prolétaires de différentes usines et de différentes corporations, qui brisent donc explicitement les différences et divisions créées dans la classe par l'organisation capitaliste, sont d'un point de vue politique supérieurs aux soviets et organisations spécifiquement d'usine qui ne

dépassent pas les limites d'entreprise: c'est pourquoi tous les courants non marxistes, ouvriéristes, libertaires ou ordinovistes, ont toujours préféré ce dernier type d'organisations.

Mais en outre, dans cette revue des organisations du prolétariat, où est passé le parti? «R.I.» se souvient tout à coup, à contrecœur, que «le marxisme défend la formation d'un parti politique prolétarien (sic!), appelle à la centralisation des forces du prolétariat et reconnaît l'inévitabilité (resic!) de l'Etat de la période de transition vers le communisme»; mais quel rôle doit avoir ce parti?

Ecoutez bien: «(...) quand l'Etat se dresse contre la classe ouvrière comme ce fut le cas à Kronstadt (sic!), le rôle du parti, en tant qu'émanation et avant-garde du prolétariat, n'est pas de défendre l'Etat contre la classe ouvrière, mais de mener le combat aux côtés de celle-ci contre l'Etat»!!

Donc les bolcheviks auraient dû lutter aux côtés des insurgés (qui ne sont plus des insurgés puisque c'est l'Etat qui s'est dressé contre eux!) - et, à propos, où étaient à Cronstadt les assemblées d'usine et les conseils ouvriers, ces fameux organes spécifiques de la classe ouvrière? - pour chasser les bolcheviks des soviets (organes de l'appareil d'Etat)!!! Cette absurdité a sa logique, si l'on peut dire. Se fiant aveuglément aux sources anarchistes (mais allant même parfois plus loin que ces derniers), le CCI affirme sans hésiter que les insurgés étaient des ouvriers (et non plus des soldats et marins, majoritairement d'origine paysanne), que malgré les confusions «leurs revendications reflétaient aussi les intérêts du prolétariat face aux terribles conditions d'existence, à l'oppression croissante de la bureaucratie étatique et à la perte de son pouvoir politique avec l'atrophie des conseils» et que «la classe ouvrière de toute la Russie (...) se reconnaissait entièrement dans le programme des insurgés et soutenait pleinement la révolte»!

En réalité les insurgés de Cronstadt représentaient si peu les intérêts du prolétariat, ils étaient si peu soutenus par toute la classe ouvrière de Russie, que leurs délégations aux usines de Petrograd, où régnait pourtant un vif mécontentement en raison de la faim, des terribles conditions de vie et de travail, ne rencontrèrent pratiquement aucun écho; et qu'à la réunion du soviet du 4 mars, élargie aux comités d'usine, organisations de jeunesses, etc., leurs positions furent battues par la motion du parti bolchevik demandant la reddition des mutins. N'en déplaise au CCI, les faits confirment entièrement ce qu'écrivait Trotsky: «Si on ne se laisse pas abuser par des mots d'ordre pompeux, de fausses étiquettes, etc., le soulèvement de Cronstadt n'apparaît que comme une réaction armée de la petite bourgeoisie contre les difficultés de la réaction socialiste et la rigueur de la dictature prolétarienne. (...) Du point de vue de classe, lequel - sans offenser messieurs les éclectiques - demeure le critère fondamental, non seulement pour la politique, mais aussi pour l'histoire, il est extrêmement important de comparer le comportement de Cronstadt à celui de Petrograd dans ces journées critiques. (...) Le soulèvement de Cronstadt n'a pas attiré, mais repoussé les ouvriers de Petrograd. La démarcation s'opéra selon la ligne des classes. Les ouvriers sentirent immédiatement que les rebelles de Cronstadt se trouvaient de l'autre côté de la barricade, et ils soutinrent le pouvoir soviétique. L'isolement politique de Cronstadt fut la cause de son manque d'assurance interne et de sa défaite militaire» (13).

Mais il y a plus grave. Si le CCI croit un mot de ce qu'il écrit, il doit aller jusqu'au bout: appeler un chat un chat, Lénine et

Trotsky des contre-révolutionnaires qui ont ravi à la classe ouvrière le pouvoir, et proclamer la légitimité de l'insurrection et de la guerre civile contre le gouvernement bolchevique. Il se retrouverait alors avec les plus extrémistes des anarchistes, contre tout le mouvement communiste de l'époque, toutes tendances confondues, y compris les tendances «ultra-gauches» les plus déviantes du marxisme. Position un peu embarrassante que le CCI n'a pas l'estomac d'assumer... Il se contente donc de se lamenter de «l'erreur tragique» de «tout le mouvement ouvrier» («oubliant» que toute une partie du «mouvement ouvrier» avait pris fait cause pour les insurgés: les mencheviks, les Socialistes Révolutionnaires, toute la IIe Internationale social-démocrate, bref toute cette partie du mouvement ouvrier vendue à la bourgeoisie dont les insurgés demandaient le retour, et de reprocher au parti bolchevik d'avoir «choisi la mauvaise voie». La bonne voie, cela aurait été pour les bolcheviks, non de «tenter de rester à la tête de la machine» étatique, mais d'«aller dans l'opposition, prendre leur place aux côtés des ouvriers, défendre leurs intérêts immédiats et les aider à regrouper leurs forces en préparation d'un renouveau possible de la révolution internationale». C'est-à-dire abandonner sportivement le pouvoir, avec le vague espoir que les bourgeois et les gardes blancs, tout aussi fair play, les laisserait démocratiquement défendre les intérêts immédiats des ouvriers en attendant des jours meilleurs. «Si les généraux blancs étaient revenus au pouvoir, alors au moins la question aurait été claire, comme ce fut le cas dans la Commune de Paris où le monde entier a vu que les capitalistes avaient gagné et les ouvriers perdus», se laisse aller à écrire le CCI, irrémédiablement empêtré au milieu de ses tentatives confuses de comprendre ce qui s'est passé. En un mot: que la révolution aurait été belle si elle s'était laissé gentiment écraser!

La lutte historique du prolétariat est dirigée vers un seul but, la réalisation du socialisme, la société sans classes, qui nécessite préalablement le renversement de la bourgeoisie, la prise du pouvoir, l'instauration de sa dictature. Cette prise du pouvoir ne peut être simultanée dans tous les pays, ce qui implique la possibilité d'un isolement momentané d'un pouvoir prolétarien, contraint d'attendre la victoire dans les autres pays. La tâche des révolutionnaires est de conserver le plus longtemps possible ce pouvoir dont la conquête a coûté tant de sang et de sacrifices en tout genre à la classe prolétarienne, et qui constitue le point d'appui le plus puissant à la diffusion de la révolution internationale. De le conserver à tout pris, de se faire tuer sur place plutôt que de l'abandonner et de le rendre à la classe ennemie. C'est bien ce qu'ont fait les bolcheviks dans les pires difficultés de la guerre civile; c'est bien ce qu'ont fait encore plus tard les meilleurs d'entre eux qui ont péri dans les geôles et les camps stalinien plutôt que de «capituler».

L'alternative proposée par le CCI, l'abandon volontaire du pouvoir, aurait signifié une honteuse reddition de la part des bolcheviks qui aurait eu des conséquences désastreuses non seulement en Russie mais dans le monde entier; cela aurait entraîné la perte de l'Internationale Communiste qui, tout aussi imparfaite qu'elle était, constituait la plus haute conquête de la révolution d'Octobre, le point le plus élevé atteint par le prolétariat international dans son effort séculaire, toujours détruit mais toujours renaissant jusqu'à la future victoire finale, pour se constituer en classe et donc en parti.

Mais - pourrait rétorquer le CCI - de toutes façons la situation était sans issue, quelques années plus tard les bolcheviks restés fidèles aux positions révolutionnaires allaient être massacrés, l'Internationale Communiste et tous ses partis, l'Etat soviétique allaient passer aux mains de la contre-révolution; s'ils avaient abandonné avant, s'ils avaient laissé les bourgeois et les généraux blancs revenir, les choses seraient tout de même plus claires et plus faciles pour nous! Rien n'est moins sûr. Un abandon sans combat du pouvoir aurait été une telle faillite

complète de ceux qui représentaient le retour au marxisme authentique, une telle reconnaissance implicite par eux de la justesse des positions social-démocrates anti-révolutionnaires qui affirmaient sentencieusement qu'il ne fallait pas prendre le pouvoir, que les difficultés pour resurgir de la contre-révolution et renouer avec le marxisme, auraient été encore plus grandes. Des révolutionnaires, des marxistes qui renoncent parce que les difficultés paraissent trop grandes, sont indignes de ce nom: Marx, Lénine et Bordiga ont flétri ceux qui ne savaient, après une défaite, que conseiller: «il n'aurait pas fallu prendre les armes!» (Plekhanov après la défaite de 1905) ou «Les parisiens auraient mieux fait de rester couchés!» (Bernstein, après le massacre des communards). La défaite finale des bolcheviks n'a pas été causée par leurs efforts pour sauver le pouvoir prolétarien, par l'utilisation de la violence pour réprimer les insurrections de secteurs périphériques à la classe ouvrière, ou même d'éléments ouvriers manipulés par la contre-révolution, comme le prétendent jusqu'à l'écoeurement tous les libertaires; mais par l'épuisement dans la lutte acharnée pour résister le plus longtemps possible en attendant la révolution prolétarienne mondiale: les bolcheviks et les prolétaires russes ont donné tout ce qu'ils ont pu dans cette lutte titanique. C'est la faiblesse des prolétaires européens à se dégager de la paralysie causée par les habitudes démocratiques, réformistes et pacifistes qui a perdu la révolution russe, non le fait que les prolétaires russes auraient été insuffisamment démocratiques et pacifistes!

«Le parti bolchevik déclencha la guerre civile et la gagna, occupa les positions-cléf au sens militaire et social, multiplia par mille ses moyens de propagande et d'agitation en conquérant les bâtiments et édifices publics, forma sans perdre de temps en procédure les «corps ouvriers armés» dont parle Lénine, la garde rouge, la police révolutionnaire. Aux assemblées des Soviets il devint majoritaire sur le mot d'ordre: «Tout le pouvoir aux Soviets!». Cette majorité était-elle un fait juridique, froideur et banalité numérique? Nullement. Quiconque - espion ou travailleur sincère, mais trompé - votait pour que le Soviet renonce au pouvoir conquis grâce au sang versé par les combattants prolétaires ou pour qu'il en trafiquait avec l'ennemi, était expulsé à coups de crosse par ses camarades de lutte. On ne perdait pas de temps à les compter dans une minorité légale, hypocrisie coupable dont la révolution n'a pas besoin, et dont la contre-révolution se nourrit.

(...) Les communistes n'ont pas de constitutions codifiées à proposer. Ils ont un monde de mensonges et de constitutions cristallisées dans le droit et dans la force de la classe dominante à abattre. Ils savent que seul un appareil révolutionnaire et totalitaire de force et de pouvoir, sans exclusion d'aucun moyen, pourra empêcher que les infâmes résidus d'une époque de barbarie resurgissent et qu'affamé de vengeance et de servitude, le monstre du privilège social relève la tête, lançant pour la millième fois le cri menteur de Liberté!» (14)

(12) cf «Les Fondements du Communisme révolutionnaire», Textes du P.C.Int. n° 3, p. 8,9 et 11. Une réédition de ce texte épuisé est en préparation.

(13) cf Trotsky, «Beaucoup de tapage autour de Cronstadt» (15/01/38), Oeuvres, Tome 38, p. 78-79.

(14) cf «Dictature prolétarienne et parti de classe» (1951), publié dans notre brochure «Parti et classe», Textes du P.C.Int. n° 2.

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ
NOTRE PRESSE INTERNATIONALE!
«le prolétaire»
«programme communiste»
«il comunista»
«el programa comunista»

VIOLENCE ET TERREUR SONT LES CONSEQUENCES INEVITABLES DU CAPITALISME

TERRORISME D'ETAT

C'est une grossière erreur de croire que le terrorisme est une arme utilisée uniquement par des individus ou des groupes non liés à des entités nationales ou étatiques, pour répondre par la violence à la violence exercée par des pouvoirs politiques ou militaires contre certaines populations. L'Etat est un organe bien précis de pouvoir et de coercition que les classes dominantes utilisent nécessairement pour organiser, maintenir et défendre leur situation privilégiée dans la société. L'Etat, et l'Etat bourgeois à un degré extrême, est le principal organe de répression dont se sert toute classe dominante jusqu'à son renversement par la révolution, il est l'organisateur systématique de la **terreur** avec laquelle domine toute la société.

Grâce à sa centralisation et à son quasi-monopole de l'usage légal de la violence, l'Etat peut mettre en oeuvre la violence jugée nécessaire (et prévue dans des lois ad hoc) pour défendre l'ordre constitué et imposer le respect de ses lois et règlements aux individus de toutes les classes, mais en réalité essentiellement aux éléments des classes dominées (les «classes dangereuses»): prolétaires, paysans pauvres, déshérités de toutes sortes. Dans les pays capitalistes les plus développés, démocratiques, la classe dominante a les moyens, au moins dans les périodes de prospérité économique, de s'acheter la soumission des classes dominées par la redistribution de miettes à certaines couches plus ou moins larges (niveau de vie un peu plus élevé que la simple survie, amortisseurs sociaux de tous types, etc.). Dans ce cas «la peur du gendarme», la peur de voir se déchaîner la violence répressive de l'Etat, suffit la plupart du temps à obtenir le respect des règles et lois qui défendent l'exploitation de la part des classes soumises à cette exploitation: la violence de l'ordre bourgeois est alors largement implicite, *potentielle*.

La propagande bourgeoise a inculqué dans la tête de générations de prolétaires qu'il faut accepter comme naturelle la civilisation de l'exploitation salariale et de la répression policière, de la violence économique et militaire pour défendre le statu quo, en somme la domination politique et économique de la bourgeoisie sur la société, tandis qu'il faut refuser (et lutter contre) toute réaction violente à cette violence. Et quand la classe dominante est poussée à la conquête de certains marchés ou certains territoires, ou qu'elle se trouve plongée dans des difficultés économiques, politiques ou sociales, elle use de son «droit» à utiliser la violence ouverte, *cinétique*, sous la forme qui lui convient: répression policière, assassinats politiques, actions militaires. Lorsque la situation devient particulièrement critique et que sa domination est menacée, elle n'hésite pas à abandonner du jour au lendemain ses oripeaux démocratiques: la forme douce, consensuelle de sa domination disparaît pour céder la place à la réalité de la dictature ouverte et au terrorisme bestial de la contre-révolution.

LE TERRORISME DE LA DÉMOCRATIE BOURGEOISE

Il y a quelques décennies à peine la démocratie française menait une guerre coloniale particulièrement atroce pour essayer de conserver l'Algérie et son pétrole, multipliant les crimes, la torture et les massacres

de masse afin de briser l'insurrection au prix de centaines de milliers de victimes (probablement un million). Il y a 40 ans elle massacrait en plein Paris des centaines de manifestants pacifiques, jetés à la Seine ou fusillés jusque dans la cour de la Préfecture de Police, pour terroriser les centaines de milliers de travailleurs algériens vivant en France, tandis que les partis, syndicats et organisations de gauche détournaient les yeux et empêchaient toute solidarité des prolétaires français avec leurs frères en butte à la terreur des flics et des harkis, c'est-à-dire se étaient **complices de cette terreur**. Nous ne rappellerons pas la liste interminable des crimes commis par cette démocratie depuis la fin de la dernière guerre mondiale; il suffit de rappeler qu'elle a marqué le jour même de sa renaissance après la victoire sur la «barbarie nazie» par des massacres épouvantables au Liban et surtout en Algérie et que, depuis, pas une année ou presque ne s'est écoulée sans qu'elle ne soit responsable de massacres, sans qu'elle participe à une expédition militaire dans quelque coin de son ancien empire colonial (ou en dehors), sans qu'elle trempe dans un coup d'Etat ou un «coup tordu» quelconque. Parmi les plus récents de ses méfaits il faut bien évidemment citer sa responsabilité écrasante dans le génocide rwandais (combien de centaines de milliers de morts?). Moins connue est l'implication française dans la guerre civile au Congo-Brazzaville qui fit sans doute des dizaines de milliers de victimes pour sauver les intérêts pétroliers tricolores dans ce petit pays. En fait les populations de chacun des pays qui, pour leur malheur, ont fait ou font partie du «pré carré» français, ont souffert à un degré ou un autre des sanglantes exactions de l'impérialisme tricolore.

Marx avertissait à son époque qu'un peuple qui tolère l'oppression d'un autre peuple par son pays, en paye inévitablement le prix. Ce fut le cas du prolétariat français confronté au long de son histoire à une bourgeoisie et un Etat aux traditions répressives particulièrement marquées, depuis 1848 où le général Cavaignac employa contre les prolétaires parisiens les méthodes terroristes mises au point dans la conquête de l'Algérie, sans oublier la Commune de 1871 et ses dizaines de milliers de victimes, «fusillées pour l'exemple».

Cette tradition répressive, particulièrement teintée de l'héritage des répressions coloniales, est encore bien vivante aujourd'hui - même si la paralysie persistante du prolétariat permet à la propagande démocratique de faire passer de tels massacres pour de l'histoire ancienne. En témoignent les meurtres commis par les forces de police avec une constante régularité contre les jeunes des quartiers ouvriers (en butte permanente aux tracasseries et répressions policières) et qui sont, avec une régularité tout aussi constante, absous par la «Justice» (1).

En témoigne l'empressement mis par le gouvernement de gauche (la gauche social-impérialiste joue un rôle irremplaçable dans la répression bourgeoise) à imposer une militarisation des lieux publics sous la forme des plans Vigipirate, puis Vigipirate renforcé, puis Piratox, Biotox, tout en affirmant qu'aucune menace n'était signalée! Mis en oeuvre soit-disant pour rassurer et protéger la population, ils ont pour but de faire peur, d'intimider ceux qui seraient tentés de troubler l'ordre établi. Leurs premières victimes

sont les travailleurs immigrés sans-papiers dont le nombre d'emprisonnés a **doublé**, parce que ces plans visent essentiellement à accroître la pression policière sur la fraction immigrée de la classe ouvrière, désignée implicitement comme suspecte de terrorisme car moins encline à rallier l'union nationale, et donc à augmenter la division au sein du prolétariat.

En témoigne aussi l'adoption de nouvelles mesures répressives, à l'unisson de ce qui se passe ou se prépare aux Etats-Unis et dans les autres pays européens, comme par exemple la légalisation de la fouille des coffres d'automobiles, qui comme par hasard fut massivement appliquée - avant même d'avoir été votée! - à l'occasion du match de foot France-Algérie aux automobiles transportant des passagers de type arabe.

* * *

Le terrorisme des Etats impérialistes, et le terrorisme d'un impérialisme de la taille des Etats-Unis en particulier, légalisé par les institutions nationales et internationales, ne peut que produire des contradictions encore plus violentes et plus aiguës, comme le démontre toute l'histoire des relations entre Etats bourgeois. Ce terrorisme produit inévitablement des réactions, notamment parmi les couches petites bourgeoises affolée en période de crise par le spectre de la prolétarisation, qui prennent la forme de résistances de type terroriste qui ne s'attaquent pas aux fondements de l'économie capitaliste, mais expriment leur désespoir et leur impuissance sociale.

Le terrorisme réactionnaire, le terrorisme noir, le terrorisme suicidaire des fanatiques religieux est précisément l'expression de cette réaction par laquelle des couches bourgeoises petites ou plus grandes, exclues du festin, essayent d'imposer leurs propres intérêts privés. D'après ce qu'il est possible de déduire de la lecture des médias, il semble clair que le mouvement de Ben Laden exprime ou s'appuie sur le mécontentement de certains secteurs bourgeois saoudiens face à l'accaparement des richesses du pétrole par le cercle étroit de la famille royale dont le seul véritable appui est constitué par les troupes américaines présentes dans le Royaume. Si la dite «globalisation», c'est-à-dire la mondialisation rapide des réseaux et des faits économiques fournit aux grandes sociétés la possibilité d'accélérer et d'étendre la valorisation de leurs capitaux, elle permet aussi aux contrecoups y compris terroristes caractérisés par la même frénésie de profiter de toutes les occasions, d'avoir comme théâtre le monde entier. Dans tous ces cas il s'agit de capitalistes qui s'affrontent, d'intérêts bourgeois qui se heurtent. Et le fait que dans leur guerre, comme dans toutes les guerres, des prolétaires peuvent se trouver en première ligne n'y change rien.

RÉFORMISME ARMÉ ET TERREUR ROUGE

Autre chose est le terrorisme «de gauche», de type *Brigades Rouges*. Il ne s'agit pas dans ce cas d'imposer des intérêts économiques et financiers de certains secteurs de la société vis-à-vis d'autres, mais d'essayer de réduire l'exploitation ouvrière ou l'oppression en menaçant la bourgeoisie. Mais c'est une grande illusion que de croire qu'il serait possible d'amener ainsi la classe dominante à plus de justice, ou, au niveau international, l'impérialisme à plus d'équité. C'est la classique illusion qui consiste à croire possible une réforme du système capitaliste qui atténuerait l'injustice et la brutalité, donnerait à tous et à tous les peuples l'égalité et la prospérité. A la différence du réformisme classique, pacifiste, gradualiste et parlementariste, le terrorisme «de gauche», que nous avons appelé le **réformisme armé**, rompt avec ces méthodes et répond par la violence à la violence de l'Etat et des patrons. Mais jamais il ne se place politiquement et programmatiquement sur le terrain

de classe, sur le terrain de la lutte prolétarienne révolutionnaire qui a comme objectif le renversement violent du pouvoir bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat, condition nécessaire pour détruire le mode de production capitaliste.

Pour se défendre contre les classes ennemies, tout pouvoir de classe utilise la violence étatique et diverses formes de terrorisme: la prison, la peine de mort, la pression et l'oppression économique et sociale ont existé dans toutes les sociétés de classe, de l'antiquité à nos jours. La dictature de classe de la bourgeoisie n'échappe pas à cette règle. Mais alors que dans sa période révolutionnaire elle n'hésitait pas à revendiquer ouvertement ces méthodes pour briser la résistance de l'ancien régime, dans la période réactionnaire actuelle de **démocratie blindée** où la répression et la violence potentielle ou ouverte de l'organisation sociale atteignent des sommets inégalés, elle se prétend pacifiste et humanitaire, obligée de répondre malgré elle à des attaques irrationnelles de déséquilibrés, de fous, d'apôtres du mal!

La dictature du prolétariat instaurée après la victoire de la révolution, adoptera une nouvelle forme d'Etat (qui aura le monopole de la violence) et utilisera sans hésiter la **terreur rouge** contre les tentatives de revanche de la classe vaincue et les attaques militaires des pouvoirs bourgeois étrangers encore sur pied: à ce sujet nous renvoyons le lecteur à notre article sur Cronstadt.

Les communistes doivent rappeler sans cesse au prolétariat qu'il ne sera possible de combattre et vaincre la force, la violence, la dictature de la bourgeoisie qu'en lui opposant une force, une violence, une dictature plus puissantes. Les buts sont radicalement opposés: celui de la bourgeoisie est la préservation du mode de production capitaliste qui implique le saccage de l'environnement où nous vivons, des massacres et des violences de toute espèce, des destructions guerrières qui régulièrement s'étendent au monde entier. Le but du mouvement de classe prolétarien, du communisme révolutionnaire est d'abattre définitivement toute domination de classe, toute exploitation et toute oppression, d'en finir avec la préhistoire de l'humanité en instaurant une nouvelle société capable de progrès et de réalisations dans tous les domaines, impossibles à une société divisée en classes et mue par la quête du profit. Mais pour cela la voie de la révolution violente et du renversement du pouvoir bourgeois est obligatoire: aucune nouvelle société n'est apparue sans une profonde révolution sociale.

La campagne anti-terroriste actuelle a donc une portée contre-révolutionnaire évidente en ce qu'elle est aussi une campagne de propagande et d'intimidation préventive contre l'utilisation de la violence par la classe ouvrière par certains secteurs prolétaires. Contre cette campagne, les communistes doivent rappeler la nécessité du recours à la violence dans la lutte prolétarienne contre le capitalisme et revendiquer le principe de la terreur rouge pour mettre fin à un organisation sociale fondée sur la violence la plus brutale.

L'UNIQUE ORIENTATION PROLÉTARIENNE: LUTTE DE CLASSE EN DÉFENSE DE SES SEULS INTÉRÊTS, IMMÉDIATS ET HISTORIQUES

Depuis une vingtaine d'années un terrorisme de type religieux est apparu sur la scène. Ce terrorisme de nature sans conteste bourgeoise n'hésite pas à répondre à la répression systématique de pouvoirs bourgeois ennemis plus puissants par des massacres parmi les populations désarmées.

Des décennies d'oppression et de répression des masses arabes et musulmanes ont créé les conditions de l'apparition de groupes ayant recours au terrorisme. Là où règnent la faim, la misère et le désespoir, il est compréhensible qu'en l'absence de toute perspective réelle de révolution prolétarienne

ne ou simplement de polarisation entre les classes, les réactions à l'oppression puissent prendre la voie illusoire du fanatisme religieux. A la violence brutale du capitalisme qui détruit les vieux équilibres économiques et sociaux sans rien offrir que la misère la plus nue, les masses répondent toujours inévitablement par des actes de violence individuelle, des actes désespérés et «terroristes» contre les représentants et les symboles du pouvoir qui les écrase. Mais la terreur dirigée contre des populations civiles n'est pas caractéristique des mouvements qui s'opposent par la violence à la violence des Etats, comme l'histoire l'a amplement démontré - et quelles soient les critiques faites par le marxisme à ces groupes.

En fait ce sont le plus souvent des détachements de l'armée régulière, parfois déguisés en guérilleros, qui sont les auteurs des tueries terroristes, le plus souvent afin de trouver un prétexte pour renforcer la domination bourgeoise et réprimer encore plus les masses: le cas des tueries attribuées à des islamistes en Algérie est emblématique à ce propos, mais on pourrait encore citer les attentats meurtriers causés par des éléments d'extrême droite liés aux services secrets en Italie, les attentats causés en France par les services spéciaux iraniens ou syriens, et les répliques meurtrières des services français en Syrie, etc.

Il y a des actes terroristes qui, de la façon dont ils ont été organisés et réalisés, ne peuvent être l'oeuvre que d'organisations bourgeoises bien structurées, dotées de ressources financières notables, capables d'infiltration dans les services secrets, dans les lieux de commande et de contrôle, tout en sachant utiliser un certain type de fanatisme, par exemple religieux, comme troupe de choc et masse de manoeuvre au moindre coût. C'est ce qui est arrivé à New York: du pur terrorisme bourgeois, même recouvert d'un manteau religieux!

* * *

Les prolétaires n'ont aucun intérêt à participer comme on le leur demande à la croisade anti-terroriste en défense de l'ordre bourgeois qui les écrase. Les intérêts impérialistes américains et occidentaux ne sont pas les leurs. Ils n'ont aucun intérêt non plus à se laisser captiver par les appels à l'union de tous les musulmans lancés par les Ben Laden de service. L'union de tous les musulmans est une chimère réactionnaire qui ne peut profiter qu'aux bourgeois.

Quelle que soit leur nationalité, leur devoir est de **s'opposer à leur propre bourgeoisie**, d'entrer en lutte pour leurs seuls **intérêts de classe**. L'union qui leur est indispensable est l'**union des prolétaires de tous les pays** contre tous les pouvoirs bourgeois, contre tous les fronts de guerre bourgeois. La seule guerre à laquelle ils doivent participer, qu'ils doivent préparer sans se laisser intimider par les campagnes anti-terroristes, sans se laisser berner par les illusions pacifistes, est la **guerre de classe**. La victoire dans cette guerre sociale acharnée qui se mènera au coeur des métropoles impérialistes comme dans les pays capitalistes «périphériques», au Sud comme au Nord, la victoire dans la **révolution communiste internationale**, marquera la fin des guerres, la fin des souffrances, la fin de la peur et de la terreur qu'inflige le capitalisme à l'humanité.

Il n'y a pas d'autre alternative que la lutte de classe révolutionnaire.

(1) Nous faisons référence à l'acquiescement de pascal Hiblot, le policier assassin de Youssef Khaïf en 1991 et récemment acquitté par la justice bourgeoise. Après ce verdict, le père de la victime s'exclama: «Où est l'égalité? Où est la fraternité? Dites-moi où elles sont. La Liberté? C'est la liberté de tuer, c'est un permis de tuer qui a été donné» (voir «Le Monde» du 2/10).

ATTENTATS AUX ETATS-UNIS SEULE LA LUTTE DE CLASSE RÉVOLUTIONNAIRE CONTRE LE CAPITALISME METTRA FIN À LA TERREUR ET AUX MASSACRES BOURGEOIS

Les attaques qui ont détruit les 2 gratte-ciels géants de New-York et une aile du Pentagone ont été immédiatement définies comme des attentats islamiques contre le pays défenseur par excellence de la «liberté», de la «démocratie» et de la «civilisation». Ces attentats, dirigés surtout contre des objectifs civils spectaculaires avec l'intention de provoquer des milliers de morts, avaient probablement l'objectif de démontrer que la super-puissance américaine n'est pas invulnérable, en portant sur son sol le désespoir, l'horreur, les souffrances que les bombes américaines ont répandu aux quatre coins du monde depuis des décennies.

Leur effet immédiat a été de pousser toutes les forces politiques, de droite et de gauche et dans pratiquement tous les pays, à s'unir pour appeler à l'union nationale de tous les citoyens pour défendre l'ordre établi contre de redoutables «forces du mal». Dès les premiers moments les dirigeants américains ont dirigé la colère de leur population contre ceux qui, après la disparition de l'«empire du mal» soviétique, ont été choisis comme ennemis n°1 de l'Occident (Afghanistan, Irak). En France, implicitement et explicitement, ce sont les travailleurs immigrés arabes et les jeunes prolétaires turbulents des banlieues qui ont été désignés comme les ennemis potentiels, tandis que la militarisation du pays à travers le plan «vigilance» a pour but de créer un sentiment d'intimidation vis-à-vis de tous ceux qui risqueraient d'entrer en lutte contre les méfaits du système capitaliste et de son Etat.

C'EST LE CAPITALISME QUI EST L'ENNEMI N°1 DE L'HUMANITÉ!

Une campagne de propagande et de mobilisation des esprits d'une ampleur sans précédent est en cours dans la plupart des grands pays pour souder toutes les classes de la population autour de leurs dirigeants et de leurs Etats au nom de la défense de la liberté et de la démocratie. Mais démocratie et liberté ne signifient en réalité pour les bourgeois rien d'autre que **défense du mode de production capitaliste**, qui est basé sur l'**exploitation des prolétaires**, sur l'**inégalité sociale**, sur la **violence économique et militaire permanente**, sur la **domination de la planète par quelques grandes puissances capitalistes** qui plonge l'**écrasante majorité de l'humanité dans la misère, la faim et les souffrances de toutes sortes**.

Ce ne sont pas des actes terroristes si spectaculaires et si parfaitement organisés qu'ils soient qui peuvent modifier cette réalité tragique: seule la **révolution prolétarienne internationale**, entraînant dans la lutte les centaines et centaines de millions de victimes du capitalisme, peut affronter et vaincre ce système inhumain qui a déjà causé des millions de mort en entraînant l'humanité dans deux guerres mondiales et d'innombrables guerres locales et en prépare de nouvelles.

Les Etats-Unis, la plus grande puissance impérialiste du monde, qui possèdent des bases militaires sur tout le globe, qui disposent des moyens de sécurité et de renseignement les plus puissants et les mieux organisés, ont été frappés en profondeur sur leur propre territoire, comme jamais ils ne l'avaient été au cours de leur histoire: le quartier des affaires de New-York, centre de la finance américaine et mondiale, coeur battant du capitalisme international, a été durement atteint avec le Pentagone, symbole de la toute-puissance militaire américaine.

Les cercles dirigeants américains, par la voix de Bush, ont considéré ces attentats

comme une attaque militaire contre leur pays et ont déclaré que c'était le début de la «première guerre du XXI e siècle»; dans le cadre des accords de l'OTAN ils ont demandé l'implication diplomatique, économique, financier et militaire de leurs alliés européens - et ceux-ci ont immédiatement obtempéré!

A BAS LA GUERRE IMPÉRIALISTE DS ETATS-UNIS ET DE LEURS ALLIÉS!

Avec cette mobilisation militaire les choses changent, et non en faveur des prolétaires des pays capitalistes développés, non en faveur des masses déshéritées d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, ni en faveur des pays pauvres.

Les choses changent en faveur de la défense la plus obstinée des intérêts impérialistes **les plus rapaces**, représentés par les Etats-Unis, véritable **gendarme planétaire du capitalisme**. Ceux-ci ont montré leur vulnérabilité; or, la plus grande puissance impérialiste du monde, qui n'a jamais connu la guerre sur son propre sol (depuis sa guerre civile il y a un siècle et demi), ne peut pas admettre de se trouver ravalé, en termes de sécurité, au rang d'une quelconque autre puissance impérialiste d'Europe ou d'Asie, car ce serait implicitement admettre la fin de son leadership incontesté sur ces alliés-concurrents et reconnaître une terrible vulnérabilité par rapport même à de faibles Etats ou à des poignées d'individus déterminés!

Les bourgeois américains se vengeront, et ceux qui en paieront le prix seront les **prolétaires des pays les plus faibles**, mais aussi les **prolétaires américains** à qui on promet déjà des sacrifices. Déjà de nombreuses entreprises grandes ou petites, aux Etats-Unis ou ailleurs, utilisent le prétexte des attentats pour licencier des centaines de milliers de travailleurs, tandis que de hauts responsables américains annoncent cyniquement que la récession en cours provoquera des dizaines de milliers de morts dans les pays pauvres!

Une fois encore les prolétaires sont appelés à mettre de côté la défense de leurs propres intérêts, immédiats et pas seulement à long terme et généraux, pour défendre les intérêts du système bourgeois, de cet ordre «démocratique» qui n'a jamais empêché les horreurs des guerres, de la misère et de la faim pour la très grande majorité de l'humanité. La **mystification démocratique** n'a jamais été que le voile de la plus épouvantable injustice, mère de toutes les violences: l'**exploitation de l'homme par l'homme**, l'exploitation toujours plus forcée du travail exigée par le capital qui signifie accumulation de richesses et de profits en quelques mains et misère pour le plus grand nombre.

Sous le prétexte des attentats terroristes, les partis et organisations réformistes agissent avec une énergie renouvelée pour faire croire aux prolétaires qu'ils ont les mêmes intérêts que leurs **ennemis de classe**, les **super-terroristes** que sont les grands Etats impérialistes et les bourgeois de tous les pays; ils s'efforcent de leur faire accepter les exigences économiques capitalistes et de leur faire abandonner toute idée de lutte, de leur faire accepter les lois, la Justice et les forces de répression qui règlent leur esclavage, et ils les appellent à lutter contre de supposés subversifs, pour accentuer les divisions entre prolétaires nationaux et étrangers, en attendant demain de les mobiliser dans une guerre contre les futurs «ennemis de la patrie».

Les prolétaires - exploités jusqu'au bout en temps de paix, chair à canon en temps

d'e guerre - n'ont aucun intérêt à défendre l'ordre constitué bourgeois, si «démocratique» qu'il se proclame. Il leur faut au contraire se rendre compte du piège dans lequel on veut les entraîner et refuser la mortelle union avec leurs exploités au nom de la «lutte contre le terrorisme»; il leur faut à l'inverse **s'unir sur une base de classe** avec les prolétaires de tous les pays pour engager sans hésitation la lutte de résistance **contre le capitalisme et son Etat**, manifester dans les faits leur **solidarité avec les prolétaires et les masses opprimées** par «leur» impérialisme pour pouvoir demain se lancer la **révolution communiste mondiale** qui abattra à jamais le meurtrier système capitaliste.

NON À L'UNION SACRÉE AVEC LA BOURGEOISIE! NON À L'ABANDON DE LA LUTTE DE CLASSE! NON À LA PAIX SOCIALE!

OUI À L'UNION ENTRE PROLETAIRES DE TOUTES RACES ET DE TOUTES NATIONALITÉS! OUI À L'ORGANISATION PROLÉTAIRE INDEPENDANTE ET À LA REPRISE DE LA LUTTE DE CLASSE! OUI À LA LUTTE INTRANSIGEANTE POUR LA DÉFENSE DES SEULS INTÉRÊTS PROLÉTAIRES!

Octobre 2001

A Toulouse le capitalisme a tué

(Suite de la page 5)

énumèrent les blessés et les morts de l'armée industrielle n'a pas d'autre origine».

(2) cf «Libération», 22-23/9/1. On peut citer aussi la disparition des postes de pompiers professionnels «pour des raisons de rentabilité».

(3) «Quelles que soient les dispositions prises, qui rendent un éventuel accident grave extrêmement improbable, il n'est pas possible d'en exclure l'éventualité. Les accidents les plus vraisemblables ont été étudiés: aucun n'engendrerait de conséquence en dehors des limites de l'usine» affirmaient catégoriquement les experts qui ont mis au point le plan de sécurité (PPI) dans la cadre de la directive Seveso. cf. «Le Nouvel Observateur» n° 1925.

(4) Le quotidien cite des élus écologistes qui avaient accepté l'extension du site, affirmant qu'ils avaient «cru l'industriel» quand il affirmait que la sécurité était améliorée: «Je sais maintenant qu'on ne m'a pas dit toute la vérité» (si on ne plus croire un industriel, c'est à désespérer un écologiste!). Un urbaniste affirme, à propos du tracé de la zone de sécurité: «Le problème, c'est que le trait était mal tracé, par méconnaissance ou par mauvaise foi» (mais il était bien tracé pour permettre des constructions de logements). Une autre personne déclare: «La réglementation moderne est une régression par rapport à la réglementation napoléonienne ou même à la coutume de Paris qui prévoyait un éloignement des sites dangereux de cinq lieues». Non seulement ce qu'écrivait Marx n'a pas été infirmé par plus d'un siècle de progrès capitaliste, mais le capitalisme moderne, en matière de sécurité, a régressé par rapport à la période précapitaliste...

Toujours la répression en Palestine

Les autorités israéliennes n'ont pas perdu un instant pour accentuer leur pression sur les palestiniens: dès l'annonce des attentats aux Etats-Unis, l'armée israélienne multipliait les incursions dans les territoires dits «autonomes», causant à chaque fois morts, blessés et destructions. Mais si le gouvernement d'union entre la soit-disant *colombe de gauche* Pérez et le *boucher de droite* Sharon (union qui témoigne de l'accord fondamental de toute la bourgeoisie israélienne pour défendre et accroître les acquis de décennies d'expansion territoriale et de colonisation) pensait que le nouvelle croisade anti-terroriste lui laissait les mains libres, il se trompait: soucieux de ne pas gêner l'enrôlement des pays arabes dans la guerre contre l'Afghanistan, les dirigeants américains manifestèrent leur mécontentement devant les agissements israéliens. Non seulement ils obligèrent l'armée israélienne à mettre un frein à ses actions, mais le président Bush alla jusqu'à déclarer que les palestiniens devraient avoir leur Etat et l'on se mit même à évoquer la possibilité d'une rencontre Bush - Arafat...

Il faut dire que les autorités palestiniennes n'ont pas ménagé leur peine pour se démarquer des accusations de laxisme devant le terrorisme et d'anti-américanisme. A la suite de manifestations télévisées de palestiniens se réjouissant des attentats, toutes les manifestations et les actes anti-israéliens furent interdits. Après divers atermoiements, et malgré la poursuite sporadique des affrontements, un «cessez-le-feu» concrétisant la volonté de l'«Autorité palestinienne» (telle est l'appellation officielle du gouvernement des territoires palestiniens autonomes) de mettre un terme à l'Intifada, était signé entre Arafat et Pérez. La détermination répressive des autorités palestiniennes fut démontrée le 8 octobre: ce jour là la police palestinienne réprima férocement une manifestation anti-américaine d'étudiants, faisant (officiellement) 3 morts et plus de cent blessés.

L'Autorité palestinienne a aussitôt reçu les félicitations (méritées) du gouvernement israélien, américain et aussi français pour cet acte «courageux» (déclaration du ministre français des Affaires étrangères le 12 octobre: pour le gouvernement de gauche il est donc courageux de faire tirer sur des manifestants désarmés). Selon la radio israélienne, les autorités palestiniennes auraient demandé au gouvernement Sharon de lui faire parvenir du matériel anti-émeutes pour parer à leurs besoins futurs...

Il est significatif de l'**alignement objectif sur l'ordre impérialiste** des forces politiques palestiniennes bourgeoises les plus significatives, qu'elles se soient alors toutes solidarisées avec l'Autorité palestinienne.

Même le mouvement islamiste Hamas, généralement dénoncé par les médias internationaux comme extrémiste et qui recueille les fruits de l'impopularité des dirigeants palestiniens par son attitude combative, a pris bien soin de se démarquer de la manifestation étudiante et de réaffirmer son soutien à Arafat, et cela bien que certains de ses membres soient emprisonnés par les autorités (1)! Il avait déjà annoncé après les événements des Etats-Unis qu'il arrêterait l'organisation d'attentats, ce qui lui avait valu de ne pas être inscrit sur la liste officielle des organisations terroristes (lire: anti-américaines) dressée par le gouvernement Bush.

L'IMPOSSIBLE PAIX ENTRE OPPRESSEURS ET OPPRIMÉS

Cependant la persistance d'une tension extrême dans les territoires palestiniens en dépit des tentatives d'accords ou de trêves a continué à se traduire par des attaques d'éléments palestiniens incontrôlés et d'actions de «représailles» et d'assassinats du côté israélien. Mais c'est l'assassinat à la mi-octobre d'un ministre israélien Zeevi par le FPLP (Front Populaire pour la Libération de la Palestine, l'une des grandes organisations nationalistes palestiniennes, autrefois dite «de gauche» mais qui a remplacé par des références à l'Islam ses quelques allusions au marxisme du début des années 70) qui a fait voler en éclats ce qui restait du cessez le feu. Ce Zeevi, ancien général, était le dirigeant d'un parti d'extrême droite, implanté parmi les colons extrémistes, qui préconise la déportation («volontaire») des palestiniens vers la Jordanie; il venait d'ailleurs d'annoncer sa démission pour protester contre la «modération» du gouvernement sous la pression américaine. Le FPLP entendait venger l'assassinat de son chef, Abou Moustapha, successeur de Georges Habbache, par l'armée israélienne au cours de l'été (jusqu'alors un accord tacite entre israéliens et palestiniens faisait que les responsables politiques des deux bords n'étaient pas visés...). Les autorités israéliennes avaient autorisé Moustapha à rentrer en Palestine en 1999, après que le FLPL se soit rallié au prétendu «processus de paix», c'est-à-dire en fait à la reconnaissance de la colonisation israélienne. Mais les autorités de l'Etat hébreu, qui lui reprochaient sa participation à l'Intifada, avaient sans aucun doute voulu par l'assassinat d'un chef politique nationaliste, donner, à la manière mafieuse classique, un signal extrêmement clair aux dirigeants palestiniens: si vous n'arrêtez pas l'Intifada, vous le payerez de votre vie.

Pour répliquer à la mort de Zeevi et accentuer ce qu'il appelle «la pression sur l'Autorité palestinienne», outre les «incur-

sions» de blindés, et les tirs sur la population civile, outre la poursuite des assassinats de responsables militaires du Fatah et du Hamas, outre l'étranglement économique et financier, le gouvernement israélien a multiplié les occupations de localités palestiniennes soit-disant autonomes, faisant des dizaines de morts parmi les civils, sans compter les destructions en tout genre, dans le cadre de sa politique habituelle de «punition collective», les assassinats de responsables palestiniens, l'étranglement économique et financier, etc. Sharon s'est même payé le luxe de tenir tête aux américains qui lui demandaient de retirer sans délai son armée des localités qu'elle occupait. Il est vrai qu'au même moment où les responsables américains avançaient ces demandes, ils faisaient voter au Sénat le budget de l'aide à l'étranger: le principal bénéficiaire de cette aide est l'Etat israélien, avec 2,7 milliards de dollars. Voilà un *signal* autrement plus significatif que les bourgeois israéliens ont reçu cinq sur cinq!

Nationalistes laïques ou islamistes, capitulaires ou combattifs, les bourgeois palestiniens n'aspirent au fond qu'à pouvoir jouir en paix de la situation de classe dominante d'un Etat fut-il croupion, fut-il un *bantoustan*, concédé par Israël et l'impérialisme, c'est-à-dire de pouvoir jouir de l'exploitation (directe ou indirecte) de leurs propres prolétaires. Cependant le talon de fer de la bourgeoisie israélienne est là pour leur rappeler qu'ils ne sont tolérés qu'en tant que garde-chiourme: leur rôle est de contrôler les masses de sans-réserve palestiniennes et de réprimer leurs mouvements de révolte contre la situation bestiale dans laquelle elles se trouvent maintenues. Leur seul espoir des autorités palestiniennes est que les Etats-Unis, finalement convaincus qu'elles ne représentent aucun danger pour les intérêts impérialistes, fassent comprendre aux dirigeants israéliens qu'ils doivent relâcher un peu la pression pour éviter l'explosion.

Quels que soient les accords qui seront passés ou non entre bourgeois, ce seront les prolétaires et les masses qui en feront les frais. Même si un Etat palestinien «viable» (pour reprendre le mot de Tony Blair lors de la visite d'Arafat à Londres) finissait par voir le jour comme Bush y fait vaguement allusion, ce serait après que les bourgeois palestiniens aient fait la démonstration aux yeux d'Israël et de l'impérialisme qu'ils ont la force de réprimer sans hésitation et sans faiblesse leurs prolétaires. Cet Etat bourgeois ne serait donc autre chose qu'une prison, qu'un vaste camp de concentration de la main d'oeuvre prolétarienne palestinienne exploitée en Israël.

La réalité quotidienne démontre que les exploités ne peuvent rien attendre des impérialistes américains ou européens, ni même des Etats arabes: aucun n'a bougé ni ne bougera le petit doigt pour atténuer leur oppression - sans parler de les aider à s'émanciper. Leur seul souci est de tout faire pour circonscrire le foyer de troubles consti-

té par la résistance à l'oppression israélienne afin d'éviter la contagion aux masses opprimées de la région et au delà. Car ce sont les masses déshéritées de la région, et plus généralement les exploités du monde entier, en lutte contre le capitalisme qui constitueront les alliés indéfectibles des masses palestiniennes en révolte quasi permanente contre leur oppression depuis des décennies.

Seule la révolution prolétarienne instaurant, non un nouveau petit Etat bourgeois coexistant pacifiquement avec le grand prédateur étatique sioniste, mais la dictature du prolétariat de la région sur les ruines de tous les Etats bourgeois, arabes et israéliens, pourra en finir avec la misère et l'exploitation capitaliste, comme avec toutes les oppressions et toutes les inégalités. Si cette perspective, qui implique nécessairement pour sa réalisation le réveil aussi de la **lutte prolétarienne révolutionnaire dans les métropoles impérialistes** qui sont le pilier d'Israël et des Etats arabes réactionnaires, ne peut pas être proche, elle est cependant infiniment plus **réaliste** que la perspective absurde d'une paix entre oppresseurs et opprimés ou que l'impasse du fanatisme religieux, alternative anti-prolétarienne de rechange après la faillite historique du nationalisme.

Pour les prolétaires et les masses palestiniennes, l'oppression et la répression ne sont pas près de disparaître: à celles causées par les bourgeois israéliens, s'ajoutent celles causées de plus en plus par leurs propres bourgeois. Mais la conséquence inévitable en sera, tôt ou tard, l'éclatement de la trompeuse union nationale et la transformation de la lutte de résistance **populaire et nationale**, c'est-à-dire multiclassiste, en **lutte de classe prolétarienne** capable de se diffuser internationalement: c'est là la véritable perspective d'avenir au milieu des ténébres actuelles. C'est cette perspective qui doit guider les militants d'avant-garde et leur permettre d'appeler à la solidarité **prolétarienne** et non démocratique, humanitaire ou... religieuse dans la lutte contre l'oppression.

(1) Voir l'interview du porte-parole du Hamas au «Monde» du 11/10/01.

SOUSCRIPTION PERMANENTE 4e liste 2001

Aix: 40,00 / Alain, en souvenir de Piccino: 500,00 / Georg: 15,00 / Paris: 1750,00 / Roger: 100,00 / Victor: 80,00

Total liste: 2.485 F
Total général: 10.910 F

CORRESPONDANCE:

Pour la France: Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
Pour la Suisse: Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie: Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus.
Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 Li. **Abonnement de soutien:** 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. **Abonnement:** 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. **Abonnement de soutien:** 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. **«el programa comunista»**, le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. **Prix de soutien**, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. **Imprimé par nos soins.**

Moulinex: sans la lutte la défaite est assurée

Le tribunal de commerce a fini par statuer en donnant la préférence à la proposition du groupe SEB pour la reprise des activités de Moulinex. Les médias avaient fait planer la menace de la liquidation totale du groupe pour mieux faire passer l'amère pilule. En effet SEB a déclaré qu'il ne reprendrait que 4000 travailleurs sur les 9000 de l'entreprise (dont 2500 sur les presque 6000 employés en France). Jusqu'au bout les syndicats ont tout fait pour empêcher la lutte des travailleurs, prétendant qu'ils devaient se montrer calmes et pacifiques pour ne pas effrayer les repreneurs, jouant à fond la carte de la division usines par usines, et assurant que grâce à leurs méthodes responsables de négociation et de collaboration, le pire pourrait être évité. Le résultat de ce sabotage de toute véritable résistan-

ce au patronat ne pouvait être que catastrophique. Non seulement la proposition SEB était la plus dure pour le personnel, mais les nouveaux patrons laissent déjà entendre clairement que de nouvelles suppressions d'emplois et de nouvelles fermetures d'usines sont à prévoir! Il n'y a plus d'argent pour payer les salaires, au point que le gouvernement a été obligé de promettre qu'il allait débloquer une aide d'urgence.

Les travailleurs qui, trompés par les syndicats, se sont crus sauvés parce qu'ils ont échappé au sort de leurs camarades déchanteront vite. Ceux qui font partie de la charette des licenciés se sont immédiatement rendus compte de l'extrême pingrerie du plan (anti-)social prévu et de la fumisterie des «aides à la reconversion». Responsables de la défaite, les syndicats

et leurs compères de gauche organisent ici et là diverses initiatives pour faire retomber la pression, tout en répandant la résignation et le chacun pour soi et en essayant de faire croire aux promesses de «ré-industrialisation».

Il faut rompre avec toute cette bande d'adversaires de la classe ouvrière. Plus que jamais seule la lutte peut sauver les prolétaires!

Points de contact:

Toulouse: vente de la presse au marché St Sernin, tous les dimanches de 11h à 12h 30

Aix-en-Provence: réunion de lecteurs, samedi 24 novembre à 15 heures devant la cafétéria Casino, Place du général de Gaulle.